

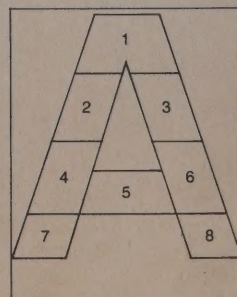
### LES VENTES MONDIALES DE FIBRE DE LA SOCIÉTÉ ASBESTOS LIMITÉE

Pourcentage des ventes totales:	%
EUROPE DE L'OUEST	38,0
COMECON	20,0
ASIE	15,0
AMÉRIQUE LATINE	12,0
ÉTATS-UNIS	5,0
MOYEN-ORIENT	4,0
AFRIQUE	3,0
OCÉANIE	2,5
CANADA (Québec 0,3%)	0,5
	100,0%

Une grande partie de la fibre de la Société Asbestos Limitée est dirigée vers la fabrication de tuyaux de large diamètre en amiante-ciment.



- 1 Richard Gamache  
arpenteur, Asbestos Hill
- 2 Edgar Krueger  
mécanicien, Nordenham, Allemagne
- 3 Roland Vachon  
conducteur de pelle mécanique,  
Thetford Mines
- 4 Dolorès Turgeon  
technicienne de laboratoire, senior,  
Thetford Mines
- 5 Gary Giroux  
opérateur — salle de contrôle,  
Asbestos Hill
- 6 Guenther Meiners  
calibreur, Nordenham, Allemagne
- 7 Rudolph Scalzo  
opérateur de radio et de téléphonie,  
Asbestos Hill
- 8 Jean-Guy Guillemette  
conducteur de camion de roulage,  
Thetford Mines



AR47

**Société  
Asbestos  
Limitée**

*File*

**Asbestos  
Corporation  
Limited**



Unaudited statement of income  
six months ended  
July 1, 1978

**SOCIÉTÉ ASBESTOS LIMITÉE**  
**ASBESTOS CORPORATION LIMITED**  
1940 Sun Life Bldg., 1155 Metcalfe St.,  
Montreal, Quebec H3B 2X6

Montreal, Quebec  
August 8, 1978

*To the Shareholders:*

The unaudited, consolidated comparative statements of earnings and changes in financial position for the six-month period ended July 1, 1978 are submitted herewith.

Net earnings were \$7.2 million on sales of \$62.7 million compared to \$10.7 million on sales of \$80.3 million in the first six months last year. Sales in the second quarter of 1978 were \$33.9 million compared to the first quarter at \$28.8 million. During the six months, working capital increased by \$5.9 million to \$66.6 million.

Construction activity in most countries is still well below the levels attained in previous years with the result that many asbestos cement pipe and sheet manufacturers are operating below capacity. Marketing surveys indicate an overall strengthening of demand for asbestos fibre next year with a shortage situation developing in 1979 or early 1980.

The Beaver open pit and Normandie mill operations at Thetford Mines were shut down for four weeks in July and the commencement of the regular Asbestos Hill mid-winter shutdown will be advanced from November to late September to maintain fibre and ungraded fibre inventories at satisfactory levels.

There have been no further development concerning the announced intention of the Quebec Government to acquire control of your Company.

On August 8, 1978, the Directors declared a 60 cent dividend payable on September 30, 1978 to shareholders of record September 10, 1978.

M. E. Taschereau  
President and Chief Executive Officer



Unaudited consolidated statement of earnings,  
subject to year-end adjustment

	Six Months Ended	
	July 1, 1978	July 2, 1977
Sales	\$62,751,500	\$80,310,700
Cost of sales before taking into account the undernoted items	<u>45,177,600</u>	<u>52,391,200</u>
Operating profit	\$17,573,900	\$27,919,500
Other income	<u>936,800</u>	<u>1,600,600</u>
	\$18,510,700	\$29,520,100
Provision for depreciation	5,025,200	4,646,000
Provision for depletion	887,400	878,800
Amortization of mine development	241,000	454,500
Interest expense	<u>1,222,600</u>	<u>1,294,600</u>
	\$ 7,376,200	\$ 7,273,900
	\$11,134,500	\$22,246,200
Estimated taxes on income	<u>3,897,000</u>	<u>11,500,000</u>
Net income	<u>\$ 7,237,500</u>	<u>\$10,746,200</u>
Earnings per common share (based on 2,837,002 shares)	\$2.55	\$3.78

# Unaudited consolidated statement of changes in financial position

	Six Months Ended	
	July 1, 1978	July 2, 1977
Source of funds:		
From operations —		
Net income for the period	\$ 7,237,500	\$10,746,200
Depreciation, depletion and amortization	6,163,000	5,988,800
Deferred income taxes	2,102,000	3,803,000
	<u>\$15,502,500</u>	<u>\$20,538,000</u>
Application of funds:		
Additions to properties and mine development	\$ 5,883,700	\$ 8,808,900
Repayment of non-current liabilities	299,500	3,452,900
Dividends — Common	3,404,400	1,418,500
	<u>\$ 9,587,600</u>	<u>\$13,680,300</u>
Increase in working capital	5,914,900	6,857,700
Working capital beginning of year	<u>60,688,300</u>	<u>59,017,400</u>
Working capital end of period	<u><u>\$66,603,200</u></u>	<u><u>\$65,875,100</u></u>

Etat consolidé non vérifié de l'évolution  
de la situation financière

Semestre terminé le		
1 <sup>er</sup> juillet	2 <sup>e</sup> juillet	
1978	1977	
<hr/>		
Provenance des fonds:		
De l'exploitation —		
Revenu net de		
la période		
Amortissement		
et épuisement		
Impôts sur le		
revenu reportés		
	2,102,000	3,803,000
		\$15,502,500
Affectation des fonds:		
Additions à des		
immeubles et aux		
aménagements		
miniers		
Remboursement		
de dette à		
long terme		
Dividendes —		
actions ordinaires		
	3,404,400	1,418,500
		\$9,587,600
Augmentation		
du fonds		
de roulement		
Fonds de roulement		
au début de		
l'exercice		
Fonds de roulement		
à la fin de l'exercice		
	60,688,300	59,017,400
		\$66,603,200
		\$65,875,100

Etat consolidé non vérifié des résultats,  
sous réserve des redressements de fin d'exercice

Semestre terminé le		
1er juillet 1978	2 juillet 1977	
\$62,751,500	\$80,310,700	Ventes
		Coût des ventes compte non tenu des postes ci-dessous
\$45,177,600	\$52,391,200	Bénéfice d'exploitation
\$17,573,900	\$27,919,500	Autres revenus
936,800	1,600,600	
\$18,510,700	\$29,520,100	Provision pour amortissement
5,025,200	4,646,000	Provision pour épuisement
887,400	878,800	Amortissement d'aménagement minier
241,000	454,500	Frais d'intérêts
1,222,600	1,294,600	
\$7,376,200	\$7,273,900	Impôts sur le revenu estimatifs
\$11,134,500	\$22,246,200	Revenu net
3,897,000	11,500,000	Bénéfice par action ordinaire (calculé sur 2,837,002 actions)
\$7,237,500	\$10,746,200	
\$2.55	\$3.78	



Montréal, Québec  
le 8 août 1978

Aux actionnaires:

Nous vous présentons ci-après les états consolidés comparatifs non vérifiés des résultats et de l'évolution de la situation financière pour le semestre terminé le 1<sup>er</sup> juillet 1978.

Le bénéfice net s'est élevé à \$7.2 millions sur des ventes de \$62.7 millions, comparativement à \$10.7 millions sur \$80.3 millions de ventes pour le premier semestre de 1977. Les ventes du deuxième trimestre 1978 ont été de \$33.9 millions et celles du premier trimestre de \$28.8 millions. Pendant ces six mois, le fonds de roulement a augmenté de \$5.9 millions pour atteindre \$66.6 millions.

Le niveau d'activité dans l'industrie de la construction, dans la plupart des pays, reste bien en deçà de ceux atteints au cours des années précédentes et de nombreux fabricants de tuyaux et de plaques en amiante-ciment ne produisent qu'à un rythme réduit. Des études de marchés font prévoir pour l'an prochain un raffermissement de la demande de fibre d'amiante, avec une certaine pénurie se manifestant au cours de 1979 ou au début de 1980.

La mine Beaver à ciel ouvert ainsi que le moulin Normandie ont été fermés pendant quatre semaines, en juillet, et la date de la fermeture habituelle d'Asbestos Hill à la mi-hiver sera avancée de novembre à la fin de septembre afin de maintenir les stocks de fibre et de fibre non classée à des niveaux satisfaisants.

Il n'y a pas d'autres développements à signaler quant à l'intention déclarée du Gouvernement du Québec d'acquiescer le contrôle de votre compagnie.

Le 8 août 1978, les administrateurs ont déclaré un dividende de 60 cents payable le 30 septembre 1978 aux actionnaires inscrits le 10 septembre 1978.

Le président et chef de la direction  
M. E. Taschereau

**Société  
Asbestos  
Limitée**

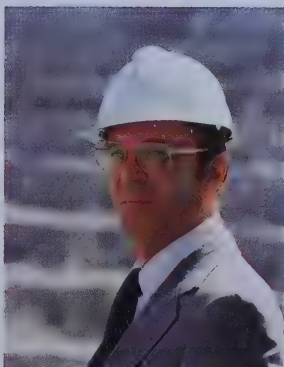


Etat non vérifié du revenu  
des six mois terminés  
le 1<sup>er</sup> juillet 1978

## À nos actionnaires



G. W. Fiske



M. E. Taschereau

Les résultats d'exploitation, en 1978, reflètent des ventes surpassées une seule fois et des revenus nets dépassés que deux fois dans toute l'histoire de la Société Asbestos Limitée, bien que les bénéfices, en 1978, furent inférieurs à ceux réalisés en 1977.

Un marché faible de la fibre d'amiante au début de 1978, des pertes sur change ainsi que d'autres facteurs économiques ont réduit les bénéfices. Toutefois les tendances du marché se sont renversées vers la fin de l'année et les ventes des troisième et quatrième trimestres ont excédé les ventes au cours de ces deux mêmes périodes de 1977 et de l'année record de 1976.

La demande croissante, à court et à long terme, de fibre d'amiante, conjuguée à la solide situation financière de votre compagnie, aux mesures de réduction des dépenses prises en 1978, ainsi qu'au réinvestissement soutenu dans l'entreprise, placent la SAL dans une excellente position de croissance future.

### Ventes

Les ventes nettes se sont élevées à \$147 086 000, chiffre dépassé qu'une seule fois dans l'histoire de la compagnie; elles ont été supérieures aux ventes de 1977 qui s'élevaient à \$145 344 000 mais n'ont pas atteint le volume record de 1976 de \$151 368 000. Les ventes ont augmenté continuellement à chaque trimestre de 1978 et reflètent, tel que prévu, le relèvement du marché de la fibre d'amiante. Les ventes du quatrième trimestre se sont élevées à \$45,6 millions comparativement à \$38,7 millions, \$33,9 millions et \$28,8 millions au cours des troisième, deuxième et premier trimestres, respectivement.

### Bénéfice net

Le bénéfice net, en 1978, s'est élevé à \$15 651 000 (\$5,51 par action) comparativement à \$21 021 000 (\$7,40 par action) en 1977. La marge bénéficiaire a été affectée par la diminution des prix causée par la faiblesse du marché au début de 1978 ainsi que par l'importante réduction des ventes de certaines fibres plus coûteuses. L'augmentation des frais d'exploitation incluant une perte sur change de \$2 200 000 (comparativement à un gain de \$400 000 en 1977), a été un autre élément important de la réduction du bénéfice net.

Les frais d'exploitation ont augmenté de \$19 941 000 comparativement à ceux de 1977. L'augmentation du tonnage

de fibre produite explique en partie cette hausse, mais la cause principale demeure le taux élevé de l'inflation. Afin de limiter les niveaux d'inventaire, la direction a pris des mesures essentielles telles que la fermeture temporaire des usines, la réduction de la durée de la semaine de travail, la fermeture de l'exploitation de l'Ungava plus tôt que par les années passées. Ces mesures ont toutefois contribué à la hausse des frais d'exploitation et elles ont plus que neutralisé les efforts faits pour réduire les frais d'exploitation et augmenter la productivité.

La provision pour impôts a considérablement diminué en 1978, principalement à cause de l'impact du crédit d'impôt à l'investissement, de la réduction des droits miniers résultant de la diminution des bénéfices, du recouvrement des impôts en Allemagne découlant des pertes subies par la filiale d'Allemagne de l'ouest en 1978, et, enfin, de la déduction de certains frais d'exploration.

### Situation financière

Le bilan de la compagnie au 31 décembre 1978 reflétait toujours une forte situation financière.

Le fonds de roulement a augmenté de \$8 047 000 pour atteindre \$68 736 000 et le rapport dette à long terme/avoir des actionnaires demeure sain à 0,16:1. La dette à court terme, qui s'élevait à \$17,2 millions à la fin de l'exercice, a été contractée pour financer les inventaires et les effets à recevoir accrus résultant des ventes élevées du quatrième trimestre. Le rapport actif à court terme/passif à court terme demeure solide à 2,4:1. Les fonds provenant de l'exploitation en 1978 se sont élevés à \$29 675 000.

### Les marchés

Le fléchissement de la demande mondiale d'amiante, qui a débuté en 1977, s'est poursuivi pendant la plus grande partie de 1978. Plusieurs des principaux pays consommateurs étaient encore aux prises avec la récession. En vue de contenir l'inflation, les gouvernements ont limité les dépenses de travaux publics et les projets régionaux de développement, influençant ainsi la demande de tuyaux en amiante-ciment. De plus, la diminution des dépenses en capital pour la construction de nouvelles installations industrielles en Europe et en Extrême-Orient a eu pour effet de réduire la consommation de plaques d'amiante-ciment. Ces facteurs ont touché les marchés de la compagnie en 1978, puisque plus de 85% de notre production est propre à la fabrication de produits d'amiante-ciment.

Une évaluation du marché indique que la demande à long terme pour l'amiante est forte et que vraisemblablement il se développera une pénurie de fibres d'amiante-ciment de bonne qualité durant la deuxième moitié de 1979. L'augmentation constante du nombre d'installations manufacturières d'amiante-ciment, particulièrement dans les pays en voie de développement, permet d'envisager une demande encore plus forte pour les principales catégories de fibres produites par la compagnie.

Les prévisions de ventes pour 1979 indiquent une augmentation croissante comparativement à 1978, un raffermissement de la demande durant toute l'année ainsi qu'une pénurie possible de la catégorie de fibres d'amiante-ciment au cours des années 1980.

### Dividendes

Le conseil d'administration a augmenté le dividende annuel pour 1978 à \$2,40 par action, comparativement à \$1,60 par



action pour l'exercice précédent. Cette décision est le résultat de la forte situation financière et des excellentes perspectives d'avenir de la compagnie.

### Réinvestissement dans l'entreprise

En vue d'assurer l'expansion constante de la SAL, des dépenses de \$20,8 millions en immobilisations et de mise en valeur de mines ont été encourues en 1978. De cette somme, \$5,0 millions sont attribuables au programme triennal de mise en valeur de la mine souterraine de l'Ungava.

Il est de notre intention de continuer à améliorer les conditions de travail de nos employés, d'investir dans une technologie encore plus efficace et de prolonger la vie de nos réserves de minerai. La compagnie a dépensé ou engagé \$29,1 millions au cours des trois dernières années pour améliorer les conditions d'environnement à l'intérieur et à l'extérieur de nos usines au moyen de méthodes et d'équipement d'élimination de la poussière des plus avancés. À peu d'exceptions près, les niveaux d'empoussiérage rencontrent bien les normes gouvernementales.

### Réserves de minerai

À la fin de l'exercice, les réserves prouvées de minerai étaient les suivantes:

	1978	1977
	(en milliers de tonnes)	
Mine King Beaver	78 774	73 311
Mine British Canadian	80 747	85 189
Mine Normandie	31 638	31 638
Asbestos Hill	17 389	18 185
Autres mines	17 920	17 920
	226 468	226 243

Environ 9,6 millions de tonnes de minerai ont été extraites à Thetford et à Asbestos Hill en 1978. Une quantité plus que suffisante pour remplacer ce minerai extrait s'est ajoutée à nos réserves prouvées.

En plus des réserves prouvées, 90 millions de tonnes sont classées comme réserves probables et 200 millions de tonnes classées comme réserves possibles de minerai. Le forage au diamant en 1978 à Thetford Mines et à Asbestos Hill s'est poursuivi principalement pour identifier les réserves de minerai pour fins de planification. Un tonnage appréciable des catégories probable et possible devrait devenir tonnage de minerai prouvé au fur et à mesure que le programme de forage au diamant se poursuivra en 1979 et subséquemment.

### Exploitation Thetford

La comparaison des statistiques d'exploitation de la région de Thetford Mines, au cours des deux dernières années, s'établit comme suit:

	1978	1977
	(tonnes)	
Roche extraite	24 636 000	22 882 000
Minerai traité	8 308 000	8 208 000
Amiante obtenue	213 400	209 200

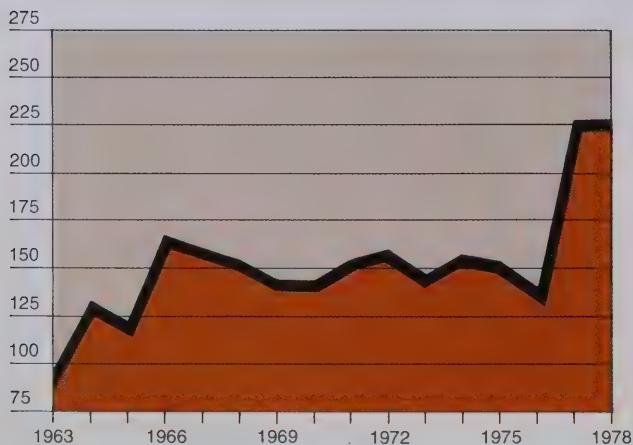
En novembre 1977, la mine à ciel ouvert Normandie est parvenue au terme de sa durée utile et a été fermée. Il subsiste à cet endroit d'importantes réserves prouvées de minerai souterrain. La mine à ciel ouvert et l'usine de traitement du minerai King Beaver ont été remises en activité et le minerai est maintenant transporté au moulin Normandie situé à sept milles de la mine, entraînant une légère augmentation des coûts d'exploitation comparativement à 1977. Cette exploitation a produit d'excellents résultats quantitatifs et qualitatifs au cours de l'année. Cette exploitation a été fermée durant quatre semaines en juillet, afin de maintenir les inventaires de fibres à un niveau satisfaisant.

Des changements organisationnels ont été apportés avec succès afin d'augmenter l'efficacité et ainsi réduire l'augmentation des coûts. L'effet de ces changements, déjà ressenti en 1978, devrait se manifester davantage en 1979.

Les conventions collectives avec les employés horaires et les employés salariés syndiqués ont été renouvelées jusqu'au 29 février 1980.

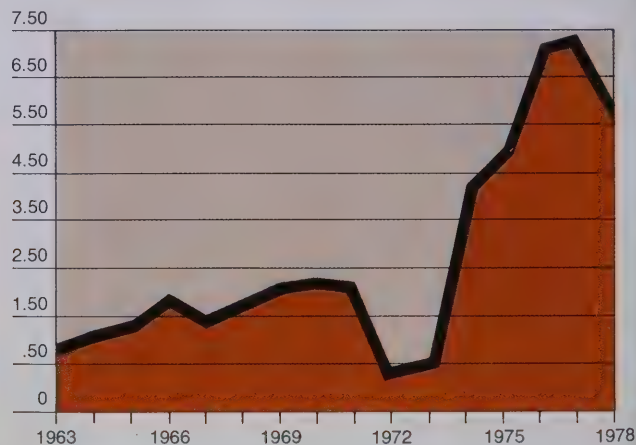
### RÉSERVES PROUVÉES DE MINERAI

(en millions de tonnes à la fin de l'exercice)



### BÉNÉFICES PAR ACTION

(dollars)



Asbestos Hill-Nordenham

Les statistiques comparatives de production pour Asbestos Hill-Nordenham sont les suivantes:

	1978	1977
	(tonnes)	
Roche extraite	6 594 000	6 515 000
Minéral traité	1 342 000	1 499 000
Fibre non classée produite	218 200	258 300
Amiante obtenue	71 700	79 300

La diminution des ventes de fibres de Nordenham, en 1977 et 1978, a entraîné une augmentation de l'inventaire de la fibre non classée. En conséquence, la fermeture habituelle d'hiver de l'exploitation d'Asbestos Hill a été devancée de deux mois, soit à la fin septembre 1978, afin de maintenir les inventaires à un niveau satisfaisant. L'exploitation d'Asbestos Hill a connu d'excellents résultats et, sans cette fermeture devancée, la production de fibre non classée aurait battu tous les records.

La durée de la vie utile de la mine d'Asbestos Hill et de son moulin de finition situé à Nordenham, Allemagne de l'ouest, a été prolongée pour de nombreuses années, grâce à la reconfirmation de la possibilité d'extraction du minéral souterrain dans le pergélisol du nord du Québec. En 1978, un puits de ventilation de 10 pieds de diamètre et de 960 pieds de long a été creusé jusqu'à la surface, dans le cadre du programme de développement de la mine souterraine d'Asbestos Hill. Les travaux de développement souterrain se poursuivront en 1979.

Général

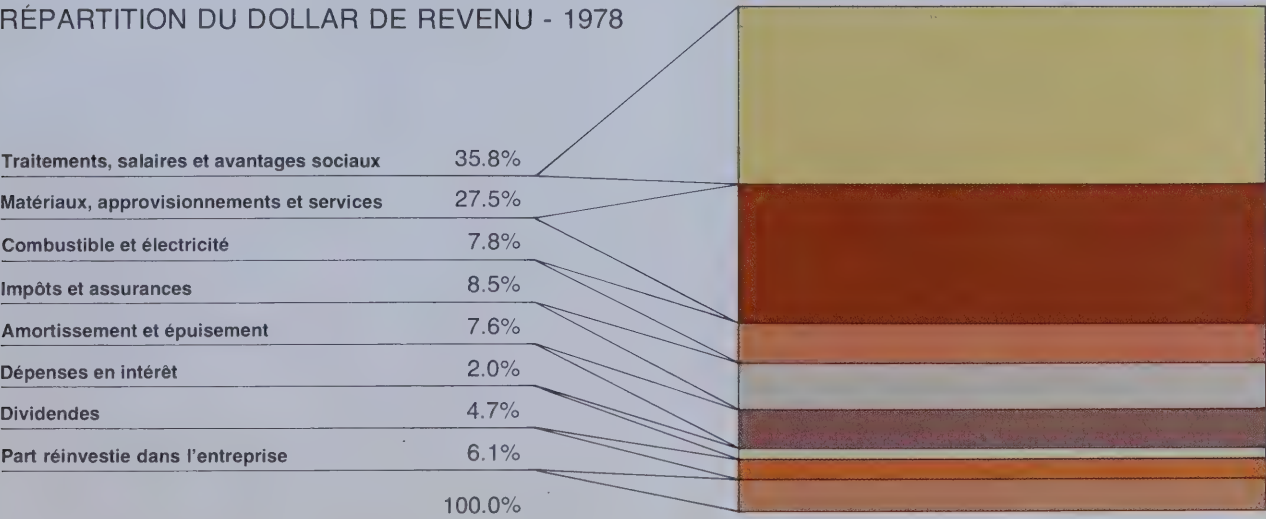
- Le 21 octobre 1977, le gouvernement du Québec annonçait son intention d'acquérir le contrôle de la Société Asbestos Limitée. Le 15 décembre 1978, le projet de loi 121 fut déposé à l'Assemblée nationale du Québec. Une fois adoptée et sanctionnée, la loi permettrait à la province d'exproprier les biens de la SAL. À cause de l'importance de cette question nous lui avons consacré toute une section spéciale à la page 4.

- Pour la deuxième année consécutive, la fréquence d'accidents à nos mines et usines a été inférieure à celle de tous les autres producteurs d'amiante du Québec.
- Monsieur W. A. Arbuckle, président du conseil de Tioxide Canada Inc. et administrateur de plusieurs compagnies canadiennes atteindra, en mai, l'âge de la retraite obligatoire d'après les règlements de la compagnie, et ne se représentera pas à l'élection des administrateurs à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. M. Arbuckle a été un administrateur dynamique pendant 43 ans, et a occupé le poste de président du comité de vérification depuis sa formation, il y a quelques années. Son importante participation au progrès de la compagnie sera vivement regrettée.
- Monsieur Bruno C. Julien, vice-président, ressources humaines, a été nommé, en 1978, membre de la direction. M. Julien s'est joint au personnel de la compagnie en 1977 et possède plusieurs années d'expérience à titre de cadre supérieur dans le domaine des ressources humaines au Canada et en Europe. Le 1er janvier 1979, monsieur William B. R. Callan, directeur général des exploitations de Thetford, a été nommé vice-président, exploitation et membre de la direction. Il remplace ainsi monsieur W. Harry Foster qui a pris sa retraite après 31 ans de service.

Nous désirons exprimer notre reconnaissance à tous nos employés pour avoir contribué à la réalisation de bénéfices surpassés seulement deux fois dans l'histoire de la Société Asbestos Limitée, et ce, malgré une année de surabondance, de publicité néfaste aux États-Unis et dans l'Europe de l'ouest concernant les questions de santé reliées à l'amiante et de difficultés créées par le gouvernement du Québec.

Le président du conseil  
G. W. Fiske  
  
Le président de la compagnie et  
chef de la direction  
M. E. Taschereau  
Montréal, Québec  
Le 23 mars 1979

RÉPARTITION DU DOLLAR DE REVENU - 1978



# Le projet d'expropriation de la Société Asbestos Limitée par le gouvernement du Québec

Il y a plus d'un an, le gouvernement du Québec annonçait son intention d'acquérir les intérêts majoritaires de 54,6% de General Dynamics dans la Société Asbestos Limitée (SAL). General Dynamics ne désire nullement s'en départir. Mais vu les circonstances, General Dynamics serait disposée à négocier cette question avec le gouvernement.

À ce jour, malgré des efforts répétés de General Dynamics pour amorcer les négociations, seules des réunions d'ordre très général ont eu lieu. Le 15 décembre 1978, le gouvernement a déposé à l'Assemblée nationale du Québec le projet de loi 121 visant à exproprier les biens de la SAL. Même si ce projet de loi est devenu caduc fin février 1979, lorsque la session de l'Assemblée nationale s'est terminée, il est de l'intention du gouvernement de le redéposer pendant la présente session à défaut d'un règlement à l'amiable.

L'acquisition des biens de la SAL par le gouvernement est une question très sérieuse qui pourrait entraîner de graves conséquences pour les contribuables de la province, les employés et actionnaires de la SAL et l'économie générale du Québec.

## Que se passera-t-il suite à l'adoption du projet de loi d'expropriation?

Si un projet de loi d'expropriation est adopté par l'Assemblée nationale du Québec, il sera probablement identique au projet de loi 121 déposé lors de la dernière session. Ce projet prévoyait que l'expropriation s'effectuerait par la signification d'un avis, par le gouvernement, à la SAL l'informant de l'expropriation de la totalité ou d'une partie de ses biens. À ce moment, le droit de propriété en aurait été transféré de la SAL à la Société nationale de l'amiante (SNA), entreprise constituée par le gouvernement du Québec en vue de devenir propriétaire de ses intérêts dans l'industrie de l'amiante et de les exploiter. Tous les employés de la SAL dont les services se rapportent à l'exploitation des biens expropriés deviendraient immédiatement et automatiquement les employés de la SNA, et cela sans consultation.

Si la SAL et la SNA ne réussissent pas à s'entendre sur la contrepartie à être versée pour les biens expropriés, l'une ou l'autre peut exiger la création d'un conseil d'arbitrage. L'étape suivante consiste en une période de 90 jours, durant laquelle chacune des parties doit nommer un membre du conseil d'arbitrage. Ces deux membres devront choisir conjointement parmi les juges de la Cour provinciale le troisième membre du conseil d'arbitrage, qui en sera le président.

Pendant tout ce temps, la SNA sera en possession des biens expropriés et en percevra les revenus et bénéfices. L'arbitrage et le règlement final de ce litige peuvent éventuellement durer des mois ou des années. La SAL sera privée de ses revenus et ses bénéfices en subiront des conséquences négatives.

Le projet de loi 121 permettrait à la SNA de se substituer à la SAL dans tous les litiges se rapportant aux biens expropriés. Aucun montant à titre de dommages-intérêts ne serait versé pour les inconvénients subis par la SAL, ni pour le fait qu'une partie seulement de l'entreprise aurait été expropriée par le gouvernement du Québec, puisqu'il ne peut légalement exproprier les biens de la SAL situés en Allemagne de l'ouest.

## L'expropriation est mauvaise pour les actionnaires de la SAL

À la suite de l'expropriation, la SAL sera devenue une compagnie "inactive", avec un moulin de finition situé en Allemagne de l'ouest, quelques actifs canadiens qui pourraient ne pas avoir été expropriés, des argents (lorsque le règlement interviendra), des dettes et éventuellement, certaines poursuites judiciaires. Il ne lui resterait que très peu d'employés. Toute contrepartie reçue de cette vente forcée d'actifs serait sujette à un taux d'impôt très élevé; ces impôts ne pourraient être reportés que si les fonds étaient réinvestis dans d'autres industries canadiennes du secteur des richesses naturelles. S'il y a expropriation et lorsque la contrepartie sera reçue, l'intention actuelle de la direction est d'investir ces fonds dans le secteur des ressources naturelles et, par conséquent, les actionnaires ne sont pas susceptibles de recevoir un dividende fortuit.

Le gouvernement du Québec a jugé à propos de faire des déclarations publiques au sujet de son évaluation des actions de la SAL. Une expropriation à la valeur déclarée par le gouvernement serait contraire aux intérêts des actionnaires de la SAL, car nous croyons que ce prix est loin de représenter même une juste valeur. Le montant de l'évaluation du gouvernement s'élève à moins de la moitié de la valeur établie par des experts indépendants mandatés par General Dynamics, l'actionnaire le plus important de la SAL.

## L'expropriation est mauvaise pour les employés de la SAL

Au moment de l'expropriation, les employés de la SAL devenus automatiquement employés de la SNA n'auront d'autre choix que de démissionner. Les termes et conditions de ce nouvel emploi sont aléatoires. Il faut préciser que la SNA est une compagnie provinciale nouvellement constituée et n'est pas, à proprement dit, un organisme gouvernemental et n'est pas nécessairement soumise aux politiques gouvernementales concernant les échelles salariales et les avantages sociaux accordés aux employés. À notre connaissance, les personnes nommées par le gouvernement pour diriger la SNA n'ont aucune expérience dans la gestion d'une entreprise commerciale complexe, ce qui soulève des doutes sérieux quant aux perspectives à long terme de la SNA et de ses employés.

Le gouvernement a déclaré qu'un des buts visés par l'expropriation est d'augmenter le nombre d'emplois dans la province. Toutefois, cette mesure pourrait très bien en réduire le nombre. La SAL emploie environ 500 personnes à son exploitation minière située dans la Péninsule de l'Ungava. Le minerai de haute qualité provenant de cette mine est expédié sous forme de fibre non classée pour finition à Nordenham, Allemagne de l'ouest, où un moulin moderne, hautement mécanisé, a été spécialement construit à cette fin; il s'agit en fait du seul aménagement de ce genre au monde. La fibre non classée de l'Ungava, une fois transformée en fibre classée, est expédiée aux clients situés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

La direction de la SAL devra prendre une décision commerciale à savoir s'il est préférable de contracter avec la SNA afin de continuer la finition de la fibre non classée provenant de l'Ungava ou bien d'opérer son moulin d'Allemagne de l'ouest en utilisant d'autres sources d'approvisionnement. Dans ce dernier cas, les 500 employés de la SAL seront en chômage à moins que le gouvernement ne décide de construire des installations identiques à celles qui existent déjà en Allemagne de l'ouest, à un coût estimé entre \$75 et \$100 millions.

Le gouvernement fonde ses espoirs de créer plus d'emplois sur l'augmentation du nombre d'établissements industriels au Québec destinés à la fabrication de produits à base d'amiante. Des études objectives de l'industrie démontrent que 400 emplois supplémentaires pourraient possiblement résulter de cette démarche, mais cela pourrait facilement être réalisé sans que le gouvernement ne s'immisce dans l'industrie privée ou ne l'exproprie. Les seuls emplois dont la création semble certaine seront les postes requis par la bureaucratie gouvernementale pour surveiller la nouvelle compagnie d'amiante du gouvernement.

## L'expropriation est mauvaise pour le contribuable du Québec

L'expropriation sera extrêmement onéreuse pour le contribuable du Québec. Si la SAL décide de ne pas s'engager à opérer son moulin de Nordenham avec la fibre non classée provenant de l'Ungava, le contribuable sera appelé à défrayer le coût de construction d'un moulin de finition évalué à \$75 millions au minimum.

Ce sera également aux contribuables qu'incombera, d'une manière ou d'une autre, de financer près de \$800 millions en impôts divers et droits miniers qui seraient payables aux gouvernements provincial et fédéral au cours des 25 prochaines années, par une SAL rentable et indépendante.

## L'expropriation est mauvaise pour le Québec

Les investissements soutenus de l'industrie privée assurent la vitalité de toute ville, province ou nation du monde libre. Si la SAL est expropriée, la province de Québec sera jugée, à juste titre, hostile au système de la libre entreprise. L'augmentation de l'investissement privé, essentiel à la croissance et à la prospérité de la province, cessera. En dernière analyse, nous croyons que ni le contribuable, ni l'employé, ni les actionnaires, ni la province ne bénéficieront des projets de prise de contrôle ou d'expropriation du gouvernement. Nous espérons que l'Assemblée nationale du Québec servira au mieux les intérêts de la province en votant contre le projet de loi d'expropriation.

La Société Asbestos Limitée incite vivement chacun de ses actionnaires à prendre toute mesure qu'il jugera appropriée, pour s'assurer que cette initiative peu judicieuse de la part du gouvernement soit contrecarrée afin que la SAL puisse continuer d'être une entreprise solide et indépendante, servant les meilleurs intérêts de ses clients, employés et actionnaires.



# Société Asbestos Limitée

(Constituée en vertu des lois du Canada le 6 octobre 1925)

## Administrateurs

W. A. ARBUCKLE <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>

Président du conseil  
Tioxide Canada Inc.,  
Montréal

P.-E. AUGER, Ing., Ph.D.

Géologue-conseil  
Québec

M. P. CARSON

Vice-président exécutif  
Montréal

R. A. DUGRÉ

Président, École de  
technologie supérieure  
Montréal

G. W. FISKE <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>

Vice-président exécutif  
affaires commerciales  
General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

F. R. KEARNS <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>

Président, Canadair Limited  
Montréal

G. E. MacDONALD <sup>(1)</sup> <sup>(3)</sup>

Vice-président exécutif — finances  
General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

M. J. O'BRIEN <sup>(2)</sup>

Président, Marblehead Lime Company  
Chicago, Illinois

W. G. SULLIVAN <sup>(1)</sup> <sup>(3)</sup>

Vice-président — relations industrielles  
General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

M. E. TASCHEREAU <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>

Président et chef de la direction  
Montréal

## Membres de la direction

G. W. FISKE

Président du conseil

G. E. MacDONALD

Vice-président du conseil

M. E. TASCHEREAU

Président et chef de la direction

M. P. CARSON

Vice-président exécutif

W. B. R. CALLAN

Vice-président — exploitation

A. S. JOHNSON

Vice-président — ventes

B. C. JULIEN

Vice-président — ressources humaines

G. A. McCAMMON

Vice-président — finances

J. M. ROUSSEAU

Secrétaire et chef du contentieux

Agents de transfert et Registraire:

Compagnie Trust Royal  
Montréal, Toronto et Calgary

Vérificateurs:

Price Waterhouse & Cie  
Montréal

## Siège social

Bureau 1940

Édifice Sun Life

1155, rue Metcalfe

Montréal, Québec, Canada H3B 2X6

## Filiales:

ANCHOR HOLDINGS LIMITED

(Constituée en vertu des lois  
des Îles Bahamas le 25 janvier 1962)

ASBESTOS CORPORATION GmbH

(Constituée en vertu des lois  
de la République Fédérale de  
l'Allemagne le 4 juillet 1970)

MINOREX LIMITED

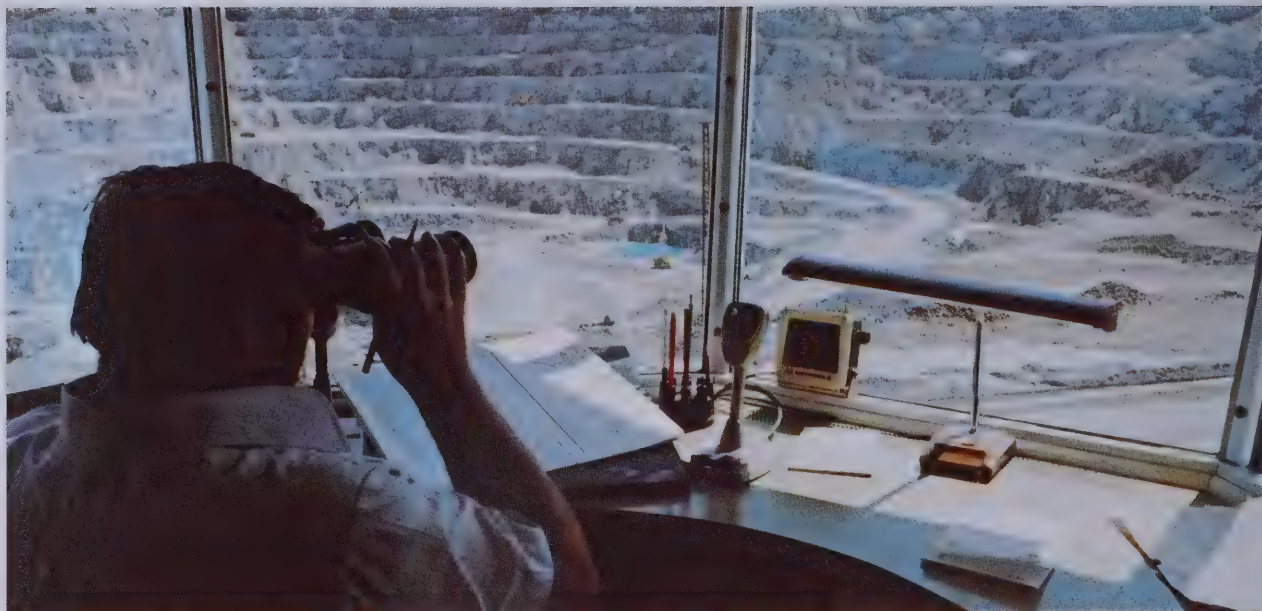
(Constituée en vertu des lois  
du Canada le 19 mars 1951)

(1) — Membre du comité exécutif

(2) — Membre du comité de vérification

(3) — Membre du comité de rémunération

(Le 31 décembre 1978)



# THETFORD MINES

Les installations de Thetford Mines comprennent trois moulins de finition primaire et secondaire, ainsi que quatre usines intégrées de préparation et d'entreposage de minerai.

Les moulins sont alimentés par trois mines différentes: la mine souterraine King produit 4 500 tonnes par jour; la mine à ciel ouvert Beaver extrait 31 000 tonnes par jour; et la mine à ciel ouvert British Canadian contribue 60 000 tonnes par jour. La presque totalité du minerai provenant du sous-terre est transportée aux deux moulins British Canadian et le reste est acheminé au Moulin Normandie. Le minerai de la mine Beaver est enrichi pour augmenter sa valeur, séché et transporté par des camions d'une capacité de 115 tonnes chacun au moulin Normandie. Une route de sept milles relie la mine et l'usine Beaver au complexe British Canadian et au moulin Normandie.

Le moulin Normandie peut traiter plus de 8 000 tonnes de minerai par jour, alors que les deux moulins British Canadian ont une capacité de plus de 7 000 tonnes par jour, chacun.

Les gisements exploités sont tels que nos moulins produisent principalement des fibres propres à la fabrication de produits d'amiante-ciment. Environ 85% des fibres produites appartiennent aux groupes 4, 5 et 6.

Tous les moulins sont capables de produire sur demande de la fibre des groupes 3 et 7. Le contrôle rigoureux de la qualité, à toutes les étapes, nous permet d'expédier de la fibre de haute qualité aux divers marchés à travers le monde.

L'exploitation de Thetford Mines emploie 2 100 personnes. Tous les moulins et usines fonctionnent à l'aide de trois équipes par jour, six jours par semaine. Ils produisent annuellement plus de 220 000 tonnes de fibre finie.

Nos réserves de minerai sont suffisantes pour alimenter nos installations durant de nombreuses années.

- 1 La coordination des mouvements de l'équipement mobile dans le puits à ciel ouvert de la mine B.C. à Thetford Mines.
- 2 La chambre de filtration alimente en air purifié les moulins de Thetford Mines.
- 3 La qualité supérieure de nos produits est vérifiée par le contrôle de la qualité — Thetford Mines.
- 4 Chargement de roc dynamité dans un puits à ciel ouvert.



# ASBESTOS HILL — NORDENHAM

Les installations d'Asbestos Hill sont situées dans la péninsule de l'Ungava, à 1 130 milles au nord de Montréal et à 300 milles au nord de la limite de la végétation arborescente. Cette exploitation comprend une mine à ciel ouvert, une usine de préparation et d'entreposage de minerai, ainsi qu'un moulin primaire qui produit de la fibre non classée.

La mine et le moulin d'Asbestos Hill sont reliés aux installations d'entreposage et de chargement de bateaux situées à Baie Déception par une route de 40 milles de long. À cause du climat arctique, les eaux de Baie Déception ne sont navigables que par les bateaux de haute mer et ce, durant les mois d'août, septembre et octobre. Plus de 265 000 tonnes de fibre non classée sont expédiées durant ces trois mois.

En période de pleine activité, la production d'Asbestos Hill et les expéditions de Baie Déception emploient environ 480 hommes. La mine et le moulin ont adopté une cédule de travail d'opérations continues. La mine produit annuellement 1,5 millions de tonnes de minerai, dont le rapport de pierre stérile à minerai est de 3,5:1. La mine est en opération 315 jours par année, alors que l'usine et le moulin fonctionnent 265 jours par année.

Le minerai extrait à Asbestos Hill renferme principalement de la fibre du groupe 4. Le moulin produit de la fibre non classée de haute qualité, qui, une fois traitée au moulin de Nordenham, donne 35% d'amiante.

La fibre non classée est chargée à bord de transporteurs en vrac pour transbordement au moulin de Nordenham, situé sur le fleuve Weser, face à la ville de Bremerhaven en République fédérale de l'Allemagne. Deux déchargeurs fonctionnent simultanément pour vider les bateaux. Ils acheminent la fibre vers un entrepôt de fibre non classée d'une capacité de 250 000 tonnes.

Le moulin de Nordenham fonctionne avec l'aide de trois équipes par jour, cinq jours par semaine et emploie en moyenne 138 personnes.

Notre moulin de Nordenham est moderne et, à partir de la fibre non classée, produit de la fibre d'amiante de grande résistance et de haute qualité utilisée pour la fabrication de produits d'amiante-ciment. Le moulin approvisionne en fibre d'amiante les fabricants de produits d'amiante-ciment situés en Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

- 1 La fibre non classée d'Asbestos Hill est transportée par camion-remorque à Baie Déception, d'où elle sera acheminée par bateau à Nordenham, Allemagne de l'Ouest.
- 2 Les gros blocs de pierre seront réduits de nouveau par dynamitage.
- 3 Bienvenue à Asbestos Hill!
- 4 Déchargeur de bateau de type racloir au quai du moulin de Nordenham, Allemagne de l'Ouest.
- 5 La fibre classée est emballée dans des sacs de polyéthylène à Nordenham, Allemagne de l'Ouest.



# Société Asbestos Limitée et ses filiales

## Bilan consolidé

### ACTIF

31 décembre

1978

1977

#### Actif à court terme:

Encaisse et placements à court terme	\$ 1 140 737	\$ 14 953 673
Débiteurs et effets à recevoir	48 876 282	20 716 862
Stocks (note 2)	63 830 524	57 916 646
Taxes, assurances et autres frais payés d'avance	2 348 053	943 448
	<u>116 195 596</u>	<u>94 530 629</u>

**Immobilisations**, au coût moins amortissement et épuisement (notes 3 et 4)

121 725 851      119 002 733

**Dépenses non amorties** (notes 4 et 5)

20 271 910      14 393 491

**Autres éléments d'actif**

756 292      749 227

\$258 949 649      \$228 676 080

### PASSIF

#### Passif à court terme:

Dette bancaire	\$ 14 207 849	\$ —
Créanciers et frais courus	26 926 978	20 755 770
Montants à payer à des compagnies affiliées	4 228 277	—
Impôts sur le revenu et autres impôts et taxes	178 796	13 021 320
Portion de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	1 917 573	65 263
	<u>47 459 473</u>	<u>33 842 353</u>

**Dette à long terme** (note 6)

23 553 524      20 511 469

**Impôts sur le revenu reportés**

41 482 000      36 710 000

#### Avoir des actionnaires:

Capital-actions		
Actions privilégiées —		
Autorisées et non émises —		
500,000 actions d'une valeur nominale de \$50 chacune, pouvant être émises en série	—	—
Actions ordinaires sans valeur nominale —		
Autorisées — 3 600 000 actions		
En circulation — 2 837 002 actions	33 311 682	33 311 682
Bénéfices non répartis (note 7)	113 142 970	104 300 576
	<u>146 454 652</u>	<u>137 612 258</u>
	<u>\$258 949 649</u>	<u>\$228 676 080</u>

#### Approuvé par le conseil d'administration:

G. W. Fiske, administrateur

M. E. Taschereau, administrateur



## État consolidé des résultats

		Exercice terminé le 31 décembre	
		1978	1977
Ventes		<b>\$147 086 707</b>	\$145 344 178
Coût des marchandises vendues, frais de vente, frais généraux et d'administration		<b>127 607 191</b>	107 665 514
Bénéfice d'exploitation, compte non tenu des postes suivants		<b>19 479 516</b>	37 678 664
Intérêts et autres revenus		<b>2 431 012</b>	3 259 563
		<b>21 910 528</b>	40 938 227
Frais d'intérêt —			
Sur la dette à long terme	\$ 2 542 549		\$ 2 525 081
Autres	321 780	<b>2 864 329</b>	—
		<b>19 046 199</b>	38 413 146
Impôts sur le revenu —			
Exigibles à court terme	1 573 000		13 892 000
Reportés	1 822 000	<b>3 395 000</b>	3 500 000
			17 392 000
Bénéfice net (par action:			
1978 — \$5,51			
1977 — \$7,40)		<b>\$ 15 651 199</b>	\$ 21 021 146

## État consolidé des bénéfices non répartis

		Exercice terminé le 31 décembre	
		1978	1977
Bénéfices non répartis au 1er janvier		<b>\$104 300 576</b>	\$ 87 818 633
Bénéfice net		<b>15 651 199</b>	21 021 146
		<b>119 951 775</b>	108 839 779
Dividendes versés (par action: 1978 — \$2,40; 1977 — \$1,60)		<b>6 808 805</b>	4 539 203
Bénéfices non répartis au 31 décembre		<b>\$113 142 970</b>	\$104 300 576

# Société Asbestos Limitée et ses filiales

## État consolidé de l'évolution de la situation financière

Exercice terminé le 31 décembre

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
<b>Provenance des fonds:</b>		
Bénéfice net	\$ 15 651 199	\$ 21 021 146
Amortissement et épuisement (note 4)	12 202 180	11 594 427
Impôts sur le revenu reportés	1 822 000	2 623 000
Fonds provenant de l'exploitation	<u>29 675 379</u>	<u>35 238 573</u>
Augmentation de la dette à long terme — Commission des accidents du travail	4 612 524	—
Virement du compte impôts sur le revenu exigibles au compte impôts sur le revenu reportés	2 950 000	—
	<u>37 237 903</u>	<u>35 238 573</u>
<b>Utilisation des fonds:</b>		
Acquisition d'immobilisations et mise en valeur de mines	20 810 782	22 836 111
Portion de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	1 570 469	38 895
Versements additionnels sur la dette à long terme	—	6 153 486
Dividendes versés	6 808 805	4 539 203
	<u>29 190 056</u>	<u>33 567 695</u>
Augmentation du fonds de roulement	8 047 847	1 670 878
Fonds de roulement au 1er janvier	60 688 276	59 017 398
Fonds de roulement au 31 décembre	<u>\$ 68 736 123</u>	<u>\$ 60 688 276</u>

## 1. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES:

### Principes de consolidation —

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et de ses filiales, toutes détenues en propriété exclusive. Les postes et les opérations intersociétés sont tous éliminés lors de la consolidation.

### Conversion des monnaies étrangères —

Les comptes de l'actif et du passif qui ne sont pas en monnaie canadienne sont convertis en dollars canadiens aux taux de change de fin d'exercice, à l'exception de certains stocks et immobilisations (et l'amortissement qui s'y rattache), et de la dette à long terme, lesquels sont convertis aux taux en cours aux dates de production, d'acquisition ou d'emprunt. Les comptes de revenus et de charges, à l'exception de certains stocks et de l'amortissement, sont convertis aux taux moyens en cours durant l'exercice. En 1978, une perte nette sur change d'un montant de \$2 163 955 a été débitée au revenu (1977, un gain net de \$372 600).

### Stocks—

L'amiante et la fibre non classée sont inscrits au plus bas du coût ou de la valeur nette estimée de réalisation; les fournitures sont inscrites au coût.

### Immobilisations—

Les immobilisations, y compris les frais de mise en valeur de mines, sont indiquées au coût moins l'amortissement et l'épuisement correspondants. Les provisions pour épuisement de terrains miniers et l'amortissement des frais de mise en valeur de mines sont calculés de manière à radier le coût des éléments d'actif selon la méthode des unités de production fondée sur le minerai récupérable, tel qu'estimé par la direction de la compagnie. La provision pour amortissement des installations, des routes et des constructions maritimes est calculée selon la méthode de l'amortissement constant sur une période équivalant à la durée prévue d'utilisation de l'actif ou à celle du gisement en cause, selon la plus courte des deux.

### Impôts sur le revenu reportés—

Une provision pour les impôts sur le revenu reportés a été constituée suite à la déduction de certaines charges pour fins d'impôts (principalement l'amortissement et les frais de mise en valeur de mines) sur des périodes différentes de celles qui servent aux fins de rapports financiers, ainsi que pour les impôts sur le revenu reportés relatifs aux gains sur l'aliénation d'immobilisations.

## 2. STOCKS:

	<b>1978</b>	<b>1977</b>
Amiante	<b>\$ 15 755 698</b>	\$ 12 954 817
Fibre d'amiante non classée	<b>32 014 962</b>	26 574 864
Fournitures	<b>16 059 864</b>	18 386 965
	<b><u>\$ 63 830 524</u></b>	<b><u>\$ 57 916 646</u></b>



### 3. IMMOBILISATIONS, AU COÛT MOINS AMORTISSEMENT ET ÉPUISEMENT:

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Thetford Mines (Québec)—		
Terrains miniers et autres	\$ 10 014 062	\$ 10 014 062
Moins: épuisement accumulé	<u>7 158 045</u>	<u>6 447 925</u>
	<u>2 856 017</u>	<u>3 566 137</u>
Installations	<u>84 641 787</u>	<u>74 509 129</u>
Moins: amortissement accumulé	<u>45 928 014</u>	<u>42 867 460</u>
	<u>38 713 773</u>	<u>31 641 669</u>
	<u>41 569 790</u>	<u>35 207 806</u>
Ungava (Québec)—		
Baux miniers et frais d'exploration	13 717 000	13 717 000
Moins: épuisement accumulé	<u>3 355 020</u>	<u>2 867 914</u>
	<u>10 361 980</u>	<u>10 849 086</u>
Installations, routes et structures maritimes	<u>78 549 369</u>	<u>76 104 255</u>
Moins: amortissement accumulé	<u>23 620 366</u>	<u>19 082 505</u>
	<u>54 929 003</u>	<u>57 021 750</u>
Moins: crédit provenant de l'échange d'actions ordinaires contre des baux miniers	<u>2 088 699</u>	<u>2 088 699</u>
	<u>63 202 284</u>	<u>65 782 137</u>
Nordenham (Allemagne occidentale)—		
Installations et structures maritimes	24 791 860	24 462 873
Moins: amortissement accumulé	<u>8 277 193</u>	<u>6 889 193</u>
	<u>16 514 667</u>	<u>17 573 680</u>
Terrain	<u>439 110</u>	<u>439 110</u>
	<u>16 953 777</u>	<u>18 012 790</u>
	<u>\$121 725 851</u>	<u>\$119 002 733</u>

### 4. AMORTISSEMENTS ET ÉPUISEMENT:

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Provision pour amortissement	\$ 10 521 241	\$ 9 264 981
Provision pour épuisement	1 197 226	1 617 432
Amortissement des dépenses indiquées à la note 5	<u>483 713</u>	<u>712 014</u>
	<u>\$ 12 202 180</u>	<u>\$ 11 594 427</u>

### 5. DÉPENSES NON AMORTIES:

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Exploration et mise en valeur de mines	\$ 20 056 706	\$ 14 159 574
Émission de débetures	<u>215 204</u>	<u>233 917</u>
	<u>\$ 20 271 910</u>	<u>\$ 14 393 491</u>

## 6. DETTE À LONG TERME:

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Déventures à fonds d'amortissement, 9 <sup>3</sup> / <sub>4</sub> %, série A, échéant le 15 juillet 1990. Les exigences annuelles du fonds d'amortissement sont de \$1 000 000. Des déventures d'une valeur nominale de \$2 112 000 ont été acquises en prévision des exigences des années à venir	<b>\$ 12 888 000</b>	\$ 12 888 000
Emprunts bancaires garantis en vertu de conventions de crédit pour un montant de DM 24 500 000 de l'Allemagne occidentale à échéance de DM 3 425 000 jusqu'en 1986, à divers taux d'intérêt annuel variant entre 5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> % et 9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> %. Des remboursements anticipés de DM 2 400 000 ont été effectués	<b>7 623 469*</b>	7 662 364
Solde sur cotisation spéciale de la Commission des accidents du travail payable annuellement jusqu'en 1982 à un taux d'intérêt de 8%	<b>4 612 524</b>	—
	<b>25 123 993</b>	20 550 364
Moins: versements échéant à moins d'un an inclus dans le passif à court terme (équivalant à \$1 917 573 après conversion de la portion du prêt composée de deutsche marks, au taux de change de fin d'exercice; 1977 — \$65.263)	<b>1 570 469</b>	38 895
	<b><u>\$ 23 553 524</u></b>	<b><u>\$ 20 511 469</u></b>

\*L'équivalent en dollars canadiens est établi aux taux de change en cours aux dates d'emprunt. Converti au taux de change en cours au 31 décembre 1978, l'équivalent de cette dette en dollars canadiens, après déduction du versement échéant en 1979, serait augmenté de \$7 949 527.

## 7. RESTRICTIONS TOUCHANT LES DIVIDENDES:

Conformément à certaines dispositions du contrat de fiducie relatif aux déventures à fonds d'amortissement, 9<sup>3</sup>/<sub>4</sub>%, une portion de \$41 158 320 des bénéfices non répartis de \$113 142 970 au 31 décembre 1978 ne peut être affectée au paiement de dividendes en espèces sur actions ordinaires.

## 8. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DE LA DIRECTION:

En 1978, douze personnes, dont cinq membres de la direction, ont été administrateurs. Leur rémunération à titre d'administrateurs s'est élevée à \$53 030 (1977 — \$44 380).

Au cours de l'exercice 1978, neuf personnes ont été membres de la direction de la compagnie. Leur rémunération à ce titre, et celle de trois anciens membres de la direction, s'est élevée à \$567 769 (1977 — \$459 250).

## 9. PASSIF ÉVENTUEL ET CAISSES DE RETRAITE:

La compagnie pourrait être redevable d'un montant de \$1 158 653 à l'égard de billets de clients escomptés et de garanties auprès de ses banquiers.

Des personnes travaillant ou ayant travaillé pour des entreprises utilisatrices d'amiante, alléguant qu'une longue exposition aux fibres d'amiante a porté atteinte à leur santé, ont intenté, aux États-Unis, des poursuites à l'encontre de divers fournisseurs de fibres et de produits d'amiante. La compagnie est l'un des nombreux fournisseurs de fibres d'amiante et fabricants de produits d'amiante cités dans certaines de ces causes. La compagnie n'admet aucune responsabilité. Les procédures ne sont pas encore très avancées et sont vigoureusement contestées. Le total des dommages-intérêts réclamés est très élevé mais, en cas de jugement défavorable, les sommes que la compagnie pourrait devoir payer seraient, quel qu'en soit le montant, couvertes en grande partie ou même en totalité par des prestations d'assurance.

On estime à \$8 000 000 au 31 décembre 1978 le coût non capitalisé relatif aux services passés des régimes de retraite de la compagnie. La compagnie se propose d'acquitter le montant qui précède et de l'imputer sur les opérations sur une période qui ne se prolongera pas au-delà de 1990, tel que le prévoit la législation en ces cas.

---

## 10. EXPROPRIATION ÉVENTUELLE DES BIENS DE LA COMPAGNIE:

Le 21 octobre 1977, le gouvernement du Québec annonçait son intention d'acquérir le contrôle de la compagnie, tout d'abord par l'achat des actions détenues par General Dynamics Corporation, soit 54,6%, et ensuite par l'acquisition de toutes les autres actions. Pour sa part, General Dynamics a déclaré qu'elle ne veut pas se départir de cette participation. Depuis, le gouvernement et General Dynamics ont respectivement fait faire des études qui aboutissent à des conclusions sensiblement différentes quant à la valeur des actions de la compagnie. Par ailleurs, General Dynamics a clairement affirmé qu'aucune proposition ou offre formelle ne lui a été faite par le gouvernement à ce jour.

Le gouvernement a récemment réaffirmé sa volonté d'acquérir la participation de General Dynamics et son désir d'en négocier un juste prix. Il a simultanément pris des dispositions pour que l'Assemblée nationale du Québec donne à la province la possibilité d'exproprier tous les biens de la compagnie. Selon certaines déclarations récentes, le gouvernement n'aurait l'intention de procéder à l'expropriation que s'il s'avérait impossible de négocier à l'amiable l'achat de la participation de General Dynamics.

General Dynamics a réitéré son opposition à la vente de ses actions. Dans l'éventualité (1) où le gouvernement ne parvenait pas à se porter acquéreur des actions de General Dynamics, (2) où le gouvernement décidait de procéder à l'expropriation des biens de la compagnie, et (3) où la compagnie et le gouvernement ne parvenaient pas à s'entendre sur le montant de l'indemnité, elle serait fixée par un conseil d'arbitrage de trois membres. Le premier membre serait nommé par la Société nationale de l'amiante (l'entreprise constituée par le gouvernement en vue de devenir propriétaire de ses intérêts dans l'industrie de l'amiante et de les exploiter), le deuxième serait désigné par la compagnie, et le troisième, qui présiderait le conseil, serait nommé par le gouvernement sur recommandation conjointe des deux autres membres; ce président serait l'un des juges de la Cour provinciale, siégeant au Tribunal de l'expropriation.



Suivant les dispositions du projet de loi, l'indemnité serait calculée par le conseil "selon la juste valeur marchande des biens établie en fonction de leur exploitation continue au moment où la Société en est devenue propriétaire".

La compagnie est d'opinion que les parties auraient avantage à négocier sérieusement avant d'entreprendre de longues procédures devant un conseil d'arbitrage. Elle considère par ailleurs que ces négociations devraient reposer sur le principe voulant que la contrepartie des biens devrait être sensiblement supérieure à leur valeur comptable indiquée au bilan. Cette opinion repose, entre autres, sur les considérations suivantes:

- 1) la juste valeur actuelle des immobilisations qui se situe approximativement au double du coût amorti figurant au bilan;
- 2) la valeur comptable des réserves de minerai prouvées et en exploitation qui est très faible (environ 15¢ la tonne);
- 3) la valeur de l'organisation en place, y compris les compétences en gestion générale, en exploitation, en génie minier, en commercialisation, en finances, etc.

Les études effectuées par la compagnie montrent que ses réserves fiscales sont suffisantes pour payer les impôts éventuellement exigibles si la contrepartie était égale aux valeurs comptables figurant au bilan.

En conséquence, elle ne prévoit pas que la matérialisation de la menace actuelle d'expropriation puisse être préjudiciable à sa situation financière consolidée.

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la  
Société Asbestos Limitée

Le 25 janvier 1979

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société Asbestos Limitée au 31 décembre 1978 ainsi que l'état consolidé des résultats, l'état consolidé des bénéfices non répartis et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1978 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Price Waterhouse & Cie.  
Comptables agréés  
1200, avenue McGill College  
Montréal, Québec H3B 2G4

# Société Asbestos Limitée et ses filiales

## Sommaire des 10 dernières années

	1978	1977	1976
Ventes	\$147 086 707	\$145 344 178	\$151 368 42
Bénéfice avant impôts	19 046 199	38 413 146	40 210 06
Provision pour impôts sur le revenu	3 395 000	17 392 000	19 788 00
Bénéfice après impôts et les postes extraordinaires	15 651 199	21 021 146	20 422 06
Bénéfices par action ordinaire (en presumant la conversion des actions privilégiées)	5,51	7,40	7,1
Dividendes par action ordinaire	2,40	1,60	1,2
Dividendes versés aux actionnaires — actions ordinaires	6 808 805	4 539 203	3 546 25
Bénéfices réinvestis dans l'entreprise	8 842 394	16 481 943	17 585 06
Amortissement et épuisement	11 718 467	10 882 413	6 888 33
Actif global	258 949 649	228 676 080	220 093 01
Montant payé aux employés pendant l'exercice	52 669 830	48 828 086	41 230 70
Nombre d'employés à la fin de l'exercice	2 389	2 351	2 29
Nombre de détenteurs d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	2 150	2 282	2 64

1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
\$ 50,365,690	\$ 53,583,354	\$ 52,320,410	\$ 49,520,868	\$ 66,209,138	\$ 108,475,180	\$ 84,834,412
14,334,367	21,142,229	1,381,177	2,117,088	650,000	11,850,032	14,239,332
10,171,130	10,604,915	9,954,514	3,748,000	741,000	9,635,197	6,720,000
4,032,000	4,190,000	3,748,000	1,376,088	1,706,177	11,850,032	14,239,332
6,139,130	6,414,915	6,156,514	0,48	0,60	4,17	5,01
2,16	2,26	2,17	0,45	—	—	—
1,00	1,00	1,00	1,276,651	—	—	—
2,835,594	2,837,002	2,837,002	99,437	1,706,177	11,850,032	13,530,081
3,303,536	3,577,913	3,319,512	4,605,383	7,377,183	8,830,533	9,037,205
2,895,338	3,140,260	3,337,666	162,074,401	166,313,282	176,575,127	191,679,639
85,169,259	115,159,867	143,580,262	22,889,982	26,421,565	31,187,968	23,899,250
17,638,673	19,083,867	20,586,137	2,386	2,421	1,798	2,113
2,294	2,343	2,324	3,794	3,549	3,307	2,948
5,102	4,507	3,973	2,421	3,549	3,307	2,948

# Asbestos Corporation Limited Société Asbestos Limitée and Subsidiary Companies

## 10 Year Summary

1978	1977	1976
Sales	\$147,086,707	\$145,344,178
Income before taxes	19,046,199	38,413,146
Provision for taxes on income	3,395,000	17,392,000
Income after taxes and extraordinary items	15,651,199	21,021,146
Earnings per common share (assuming conversion of preferred stock)	5.51	7.40
Dividends paid per common share	2.40	1.60
Paid to shareholders as dividends — common shares	6,808,805	4,539,203
Re-invested in the business	8,842,394	16,481,943
Depreciation and depletion	11,718,467	10,882,413
Total assets	258,949,649	228,676,080
Paid to employees during the year	52,669,830	48,828,086
Number of employees at year-end	2,389	2,351
Number of common shareholders at year-end	2,150	2,280
2,261		2,641

1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
\$ 50 365 690	\$ 53 583 354	\$ 52 320 410	\$ 49 520 868	\$ 66 209 138	\$108 475 180	\$ 84 834 412
10 171 130	10 604 915	9 954 514	2 117 088	1 381 177	21 142 229	14 334 367
4 032 000	4 190 000	3 748 000	741 000	650 000	9 635 197	6 720 000
6 139 130	6 414 915	6 156 514	1 376 088	1 706 177	11 850 032	14 239 332
2,16	2,26	2,17	0,48	0,60	4,17	5,01
1,00	1,00	1,00	0,45	—	—	—
2 835 594	2 837 002	2 837 002	1 276 651	—	—	—
3 303 536	3 577 913	3 319 512	99 437	1 706 177	11 850 032	13 530 081
2 895 338	3 140 260	3 337 666	4 605 383	7 377 183	8 830 533	9 037 205
85 169 259	115 159 867	143 580 262	162 074 401	166 313 282	176 575 127	191 679 639
17 638 673	19 083 867	20 586 137	22 889 982	26 421 565	31 187 968	23 899 250
2 294	2 343	2 324	2 386	2 421	1 798	2 113
5 102	4 507	3 973	3 794	3 549	3 307	2 948



Auditors' Report

The Company believes that before embarking upon lengthy proceedings before the board of arbitration, significant negotiations should be entered into between the parties. These negotiations, in the Company's opinion, should be based on the premise that any amount received for its properties should be and must be significantly in excess of the book values set forth in the Company's balance sheet. The Company's opinion is based, among other things, upon the following factors:

- 1) The present fair value of its fixed assets is approximately double the depreciated cost shown in the accompanying balance sheet;
- 2) The low book value at which its proven and developed orebodies are shown in the accounts (approximately 15 cents per ton);
- 3) The value of its on-going organization, including expertise in general management, operations, mining engineering, sales, finance, etc.

The Company's studies show that tax reserves presently provided are adequate for any taxes that might be required if an amount equivalent to the book values set forth on its balance sheet was received.

Based on the above, the Company believes that the present threat of expropriation, if realized, should not result in any impairment of its overall consolidated financial position.

To the Shareholders of  
Asbestos Corporation Limited  
Société Asbestos Limitée

January 25, 1979

We have examined the consolidated balance sheet of Asbestos Corporation Limited — Société Asbestos Limitée as at December 31, 1978 and the consolidated statements of income, retained earnings and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these consolidated financial statements present fairly the financial position of the Company as at December 31, 1978 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Price Waterhouse & Co.

Chartered Accountants  
1200 McGill College Avenue  
Montreal, Quebec H3B 2G4

## 9. CONTINGENCIES AND PENSION FUNDS:

The Company is contingently liable for \$1,158,653, in respect of customers' notes discounted and guaranteed with the Company's Bankers.

Several actions have been filed in the United States by employees or former employees of users of asbestos against suppliers of asbestos fibre and asbestos products, claiming impaired health as a result of long-term exposure to asbestos fibre. The Company is named as a defendant in some of these cases along with numerous other suppliers of asbestos fibre and manufacturers of asbestos products. The Company denies all liability in these actions. They are still in their early stages and are being vigorously contested. Although the damages sought in these cases aggregate to very large amounts, insurance is available to cover all or a substantial portion of whatever amounts, if any, might ultimately be assessed by judgment against the Company.

The unfunded past service liability under the Company's pension plans as at December 31, 1978 is estimated to be \$8,000,000. The Company intends to pay and to charge operations with the foregoing amount over a period which will not extend beyond the year 1990 as permitted by applicable legislation.

## 10. POSSIBLE EXPROPRIATION OF THE COMPANY'S PROPERTIES:

On October 21, 1977, the Government of Quebec announced its intention to acquire control of the Company initially through the purchase of General Dynamics Corporation's 54.6% shareholding and, subsequently, through the acquisition of all other shares. General Dynamics has stated that it does not desire to sell its investment in the Company. Since this announcement, separate studies have been commissioned by the Government and General Dynamics to value the shares of the Company. The conclusions reached in these studies differ substantially. In addition, General Dynamics has made it clear that, to date, it has received no formal proposal or offer from the Government.

The Government has recently reiterated its determination to acquire the General Dynamics shareownership and its willingness to negotiate a fair price for it. At the same time, action has been taken in the Quebec National Assembly to make it possible for the Province to expropriate all of the Company's properties. From recent pronouncements, the stand of the Government is that it will expropriate only if it is unable to negotiate the purchase of General Dynamics' shareownership.

General Dynamics has reiterated its stand that it does not wish to sell its shares in the Company. In the event that (1) the Government is unable to purchase General Dynamics' shares, (2) the Government decides to proceed with expropriation of the Company's properties and (3) the Company and the Government are unable to agree on the indemnity payable, it will be fixed by a board of arbitration composed of three members. One member of the board will be appointed by the Société nationale de l'amiante (the company organized by the Government to own and operate its interest in the asbestos industry), another by the Company and the third, who will be chairman, will be appointed by the Government on the joint recommendation of the other two members; he will be chosen from among the judges of the Provincial Court sitting on the Expropriation Tribunal.

In the words of the proposed legislation, the indemnity would be computed by the board "according to the fair market value of the property established in relation to its continued operation at the time the Société became the owner thereof".

6. LONG-TERM DEBT:

	1978	1977
9 3/4% Sinking fund debentures Series A maturing July 15, 1990. Annual sinking fund requirements are \$1,000,000. Debentures in the face amount of \$2,112,000 have been purchased in anticipation of requirements for future years	\$ 12,888,000	\$ 12,888,000
Secured bank loans under credit agreements for West German DM 24,500,000 due DM 3,425,000 through 1986 at various rates of interest ranging annually from 5 1/2% to 9 1/2%. Advance repayments of DM 2,400,000 have been made	7,623,469*	7,662,364
Balance of special Workmen's Compensation assessment payable annually with interest at 8% through 1982	4,612,524	—
Less: Installments due within one year included in current liabilities (equivalent, after conversion of German portion at year-end rate of exchange, to \$1,917,573; 1977 — \$65,263)	1,570,469	38,895
	<u>\$ 23,553,524</u>	<u>\$ 20,511,469</u>

7. DIVIDEND RESTRICTIONS:

Pursuant to certain provisions of the trust agreement relating to the 9 3/4% sinking fund debentures \$41,158,320 of the retained earnings of \$113,142,970 at December 31, 1978 is not available for the payment of cash dividends on the common shares.

8. REMUNERATION OF DIRECTORS AND OFFICERS:

During 1978, twelve persons were directors of the Company, of whom five were also officers; their remuneration as directors was \$53,030 (1977 — \$44,380).

During 1978, nine persons were officers of the Company; their remuneration as officers, as well as that of three former officers, amounted to \$567,769 (1977 — \$459,250).



3. PROPERTIES, AT COST LESS DEPRECIATION AND DEPLETION:

Theftord Mines, Quebec— Land and mineral areas Less: Accumulated depletion	1978	1977
Plant and equipment Less: Accumulated depreciation	1978	1977
Ungava, Quebec— Mining leases and exploration costs Less: Accumulated depletion	1978	1977
Plant and equipment, roads and marine structures Less: Accumulated depreciation	1978	1977
Less: Credit arising on exchange of common shares for mining leases	1978	1977
Nordenham, West Germany— Plant and equipment and marine structures Less: Accumulated depreciation	1978	1977
Land	1978	1977
4. DEPRECIATION, DEPLETION AND AMORTIZATION:	1978	1977
Provision for depreciation Amortization of expenditures shown in Note 5	1978	1977
5. UNAMORTIZED EXPENDITURES:	1978	1977
Exploration and mine development Debtore issue	1978	1977

1. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES:

Principles of consolidation—

The consolidated financial statements include the accounts of the Company and subsidiaries, all of which are wholly-owned. All inter-company items and transactions are eliminated on consolidation.

Translation of foreign currencies—

Asset and liability accounts in currencies other than Canadian are translated into Canadian dollars at year-end rates of exchange except that certain inventories, fixed assets (and related depreciation) and long-term debt are at rates prevailing at dates of production, acquisition or borrowing. Income and expense accounts, except certain inventories and depreciation, are translated at average rates prevailing during the year. A net exchange loss in 1978 of \$2,163,955 has been charged to income (1977 — a gain of \$372,600).

Inventories—

Asbestos and ungraded fibre are stated at the lower of cost and estimated net realizable value; supplies are stated at cost.

Properties—

Properties including mine development expenditures are stated at cost less applicable depreciation, depletion and amortization. The provisions for depletion of mineral areas and amortization of mine development expenditures are calculated so as to write off the cost of the assets on the unit-of-production method based on the recoverable ore as estimated by Company management. The provision for depreciation of plant and equipment, roads and marine structures is calculated on a straight-line basis over a period which is the shorter of the estimated useful life of the asset or of the related orebody.

Deferred income taxes—

Provision is made for deferred income taxes resulting from deducting certain expense items for tax purposes (principally depreciation and mine development expenditure) in periods different from those used for financial reporting and the deferral of taxes in respect of gains on disposal of fixed assets.

2. INVENTORIES:

Asbestos	\$ 15,755,698	\$ 12,954,817
Ungraded asbestos fibre	32,014,962	26,574,864
Supplies	16,059,864	18,386,965
	<u>\$ 63,830,524</u>	<u>\$ 57,916,646</u>
	1978	1977

**Source of funds:** Net income

	1978	1977
<b>Source of funds:</b>		
Net income	<b>\$ 15,651,199</b>	\$ 21,021,146
Depreciation, depletion and amortization (Note 4)	<b>12,202,180</b>	11,594,427
Deferred income taxes	<b>1,822,000</b>	2,623,000
Funds from operations	<b>29,675,379</b>	35,238,573
Increase in long-term debt — Workmen's Compensation	<b>4,612,524</b>	—
Transfer of income taxes from current to deferred	<b>2,950,000</b>	—
	<b>37,237,903</b>	35,238,573
<b>Application of funds:</b>		
Addition to properties and mine development	<b>20,810,782</b>	22,836,111
Installments due within one year on long-term debt (Note 6)	<b>1,570,469</b>	38,895
Additional payments on long-term debt	—	6,153,486
Dividends paid	<b>6,808,805</b>	4,539,203
	<b>29,190,056</b>	33,567,695
Increase in working capital	<b>8,047,847</b>	1,670,878
Working capital, January 1	<b>60,688,276</b>	59,017,398
Working capital, December 31	<b>\$ 68,736,123</b>	\$ 60,688,276



## Consolidated Statement of Income

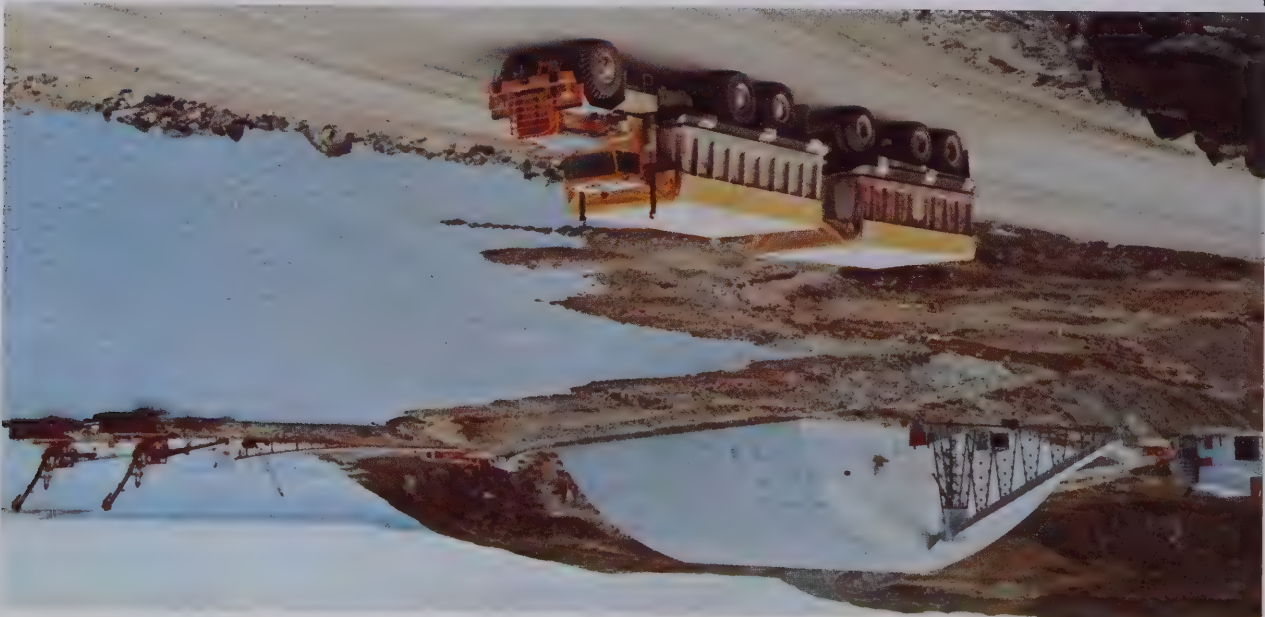
Sales	\$147,086,707	1978	1977	\$145,344,178
Cost of sales, selling, general and administrative expenses	127,607,191			107,665,514
Operating profit before taking into account the undemoted items	19,479,516			37,678,664
Interest and other income	2,431,012			3,259,563
Interest expense —	21,910,528			40,938,227
Long-term debt	\$ 2,542,549			
Other	321,780			2,525,081
Income taxes —	2,864,329			—
Current	19,046,199			38,413,146
Deferred	1,573,000			17,392,000
Net income (per share:	3,395,000			3,500,000
1978 — \$5.51				
1977 — \$7.40)	\$ 15,651,199			\$ 21,021,146

## Consolidated Statement of Retained Earnings

Retained earnings, January 1	\$104,300,576	1978	1977	\$ 87,818,633
Net income	15,651,199			21,021,146
Dividends paid (per share: 1978 — \$2.40; 1977 — \$1.60)	119,951,775			108,839,779
Retained earnings, December 31	6,808,805			4,539,203
	\$113,142,970			\$104,300,576

## Consolidated Balance Sheet

ASSETS		LIABILITIES	
<b>Current assets:</b> Cash and short-term investments Accounts and bills receivable Inventories (Note 2) Prepaid taxes, insurance, etc. <b>Properties, at cost less depreciation and depletion (Notes 3 and 4)</b> <b>Unamortized expenditures (Notes 4 and 5)</b> <b>Other assets</b>		<b>Current liabilities:</b> Bank indebtedness Accounts payable and accrued liabilities Amounts due to affiliated companies Income and other taxes long-term debt (Note 6) <b>Long-term debt (Note 6)</b> <b>Deferred income taxes</b> <b>Shareholders' equity:</b> Capital stock — Preferred shares — Authorized and unissued — 500,000 shares par value \$50 each issuable in series Common shares of no par value — Authorized — 3,600,000 shares Outstanding — 2,837,002 shares Retained earnings (Note 7)	
December 31	1977	December 31	1977
\$ 1,140,737	1978	\$ 14,207,849	1978
48,876,282		26,926,978	
63,830,524		4,228,277	
2,348,053		178,796	
94,530,629		1,917,573	
119,002,733		47,459,473	
14,393,491		23,553,524	
749,227		41,482,000	
\$228,676,080			
\$ 1,140,737		\$ 14,207,849	
48,876,282		26,926,978	
63,830,524		4,228,277	
2,348,053		178,796	
94,530,629		1,917,573	
119,002,733		47,459,473	
14,393,491		23,553,524	
749,227		41,482,000	
\$228,676,080			





## ASBESTOS HILL — NORDENHAM

The Asbestos Hill mine and plant are located in the Ungava peninsula, 1,130 miles due north of Montreal and 300 miles north of the tree limit line. This operation consists of an open pit mine, an ore preparation and storage plant, and a primary mill that produces ungraded fibre.

The Asbestos Hill mining and milling site is connected by a 40-mile haulage road to the Deception Bay storage and ship loading facilities. Due to its arctic location, the Deception Bay harbour is only navigable for the months of August, September and October for ocean-going transport, and approximately 265,000 tons of ungraded fibre must be outloaded in these three months.

Asbestos Hill-Deception Bay employs approximately 480 men during the peak production and shipping season. Both the mine and the mill work on a continuous operations schedule. The mine produces 1.5 million tons of ore per year at a waste to ore ratio of 3.5:1. The mine is in production 315 days per year, whereas the mill operates 265 days of the year.

The Asbestos Hill orebody is comprised basically of 4-group fibre. The mill is designed to produce a high-quality ungraded fibre that yields 35% asbestos when processed in the Nordenham mill.

Ungraded fibre is loaded into bulk carriers for shipment to our Nordenham finishing mill, which is located across the Weser River from Bremerhaven, Federal Republic of Germany. Two ship unloaders work concurrently to unload the bulk carriers into a 250,000-ton ungraded fibre warehouse.

The Nordenham mill works on a three-shifts per day, five-day per week operation, and has an average work force of 138 employees.

Our Nordenham finishing mill is a modern plant that automatically recclaims the ungraded fibre and produces high-quality, high-strength asbestos-cement grades. The production from the Nordenham mill supplies asbestos-cement customers throughout Eastern and Western Europe, North Africa and the Middle East.

- 1 Asbestos Hill fibre is transported by trailer-truck to Deception Bay before shipping by sea to Nordenham, West Germany.
- 2 Moving large rocks for secondary blasting.
- 3 Welcome to Asbestos Hill!
- 4 Scraper-type ship unloader at Nordenham dock facilities, West Germany.
- 5 Finished fibre packaged in polyethylene bags, Nordenham, West Germany.



## THETFORD MINES

The Thetford Mines operations consist of three complete primary and secondary finishing mills, together with four integrated ore preparation and storage plants.

The mills are fed from three separate mines — the King underground, the Beaver and British Canadian open pits which produce 4,500, 31,000 and 60,000 tons of ore per day respectively. The bulk of the underground ore is transported to the two mills at British Canadian, with a small tonnage going to the Normandie mill. The Beaver pit ore is beneficiated, dried and transported by 115-ton trucks to the Normandie mill. A seven-mile all-weather road connects the King Beaver operation with the British Canadian and the Normandie mills.

The Normandie plant has the capacity to mill in excess of 8,000 tons of rock per day, whereas the two British Canadian mills process in excess of 7,000 tons per day each.

The orebodies mined are such that the mills produce predominantly asbestos-cement grades. Approximately 85% of our production falls in the 4, 5 and 6-group fibre qualities.

All mills have the capability of producing 3-group and 7-group fibre as well. Strict quality control of all production enables us to supply high-quality grades to the various markets throughout the world.

The Thetford operation has a work force of 2,100 employees. All plants operate on a three-shift per day, six-day per week basis, producing in excess of 220,000 tons of finished fibre per year.

There are adequate ore reserves to support a viable operation for many years to come.

1 Coordination of open pit mobile equipment — B.C. mine in Thetford Mines.

2 Bag house filter chamber supplies dust-free air in Company's mills—Thetford Mines.

3 Quality control ensures top quality products — Thetford Mines.

4 Loading of blasted rock in open pit operation.

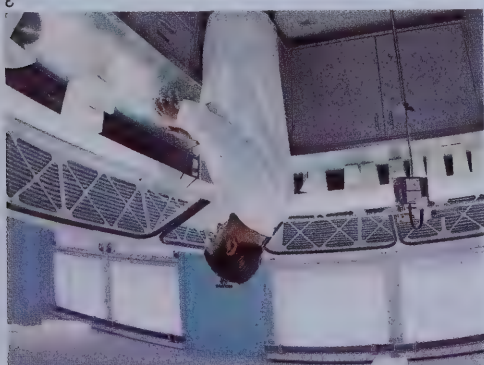
9



2



4



3



1

**Directors**

**W. A. ARBUCKLE** (1) (2) (3)  
Chairman, Tioxide Canada Inc.  
Montreal

**P.-E. AUGER, Eng., Ph.D.**

Consultant Geologist  
Quebec

**M. P. CARSON**  
Executive Vice-President  
Montreal

**R. A. DUGRÉ**  
President, École de  
technologie supérieure  
Montreal

**G. W. FISKE** (1) (2) (3)  
Executive Vice-President — Commercial

General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

**F. R. KEARNS** (1) (2) (3)  
President, Canadair Limited  
Montreal

**G. E. MacDONALD** (1) (3)  
Executive Vice-President — Finance

General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

**M. J. O'BRIEN** (2)  
President, Marblehead Lime Company  
Chicago, Illinois

**W. G. SULLIVAN** (1) (3)  
Vice-President — Industrial Relations  
General Dynamics Corporation  
St. Louis, Missouri

**M. E. TASCHEREAU** (1) (2)  
President and Chief Executive Officer  
Montreal

(1) — Member of the Executive Committee  
(2) — Member of the Audit Committee  
(3) — Member of the Compensation Committee  
(December 31, 1978)

**Executive Officers**

**G. W. FISKE**

Chairman

**G. E. MacDONALD**

Vice-Chairman

**M. E. TASCHEREAU**

President and Chief Executive Officer

**M. P. CARSON**

Executive Vice-President

**W. B. R. CALLAN**

Vice-President — Operations

**A. S. JOHNSON**

Vice-President — Sales

**B. C. JULIEN**

Vice-President — Corporate Relations

**G. A. McCAMMON**

Vice-President — Finance

**J. M. ROUSSEAU**

Secretary and General

Counsel

**Transfer Agents and Registrar:**  
The Royal Trust Company  
Montreal, Toronto and Calgary

**Auditors:**  
Price Waterhouse & Co.  
Montreal

**Head Office**

1940 Sun Life Building

1155 Metcalfe Street

Montreal, Quebec, Canada H3B 2X6

**Subsidiary Companies:**

**ANCHOR HOLDINGS LIMITED**  
(Incorporated under the laws of the  
Bahama Islands, 25 January 1962)

**ASBESTOS CORPORATION GmbH**

(Incorporated under the laws of the

Federal Republic of Germany, 4 July 1970)

**MINOREX LIMITED**

(Incorporated under the laws of

Canada, 19 March 1951)



# The Matter of Expropriation of Asbestos Corporation Limited By the Government of Quebec

## Expropriation is Bad for the Employees of ACL

Upon expropriation, employees of ACL automatically become employees of the SNA, with no other choice except to resign their jobs. Terms and conditions of that employment are uncertain. It should be noted that the SNA is a newly formed Provincial company, not a direct Government agency and not necessarily subject to Government policies regarding pay scales and employee benefits. To our knowledge the individuals appointed by the Government to manage the SNA have had no experience in running a complex business enterprise, which raises serious doubts as to the long term prospects of the SNA and its employees. The Government has stated that one of its reasons for expropriation is to increase jobs within the Province. This action might very well reduce the number of jobs available. ACL employs approximately 500 workers in its mining operations in the Ungava Peninsula. The high-quality ore from this mine is shipped as ungraded fibre for final processing at Nordenham, West Germany where a modern, highly mechanized mill was specially constructed for that specific job and it is the only such facility of this type in the world. After processing, the Ungava material is shipped as finished fibre to nearby customers in Europe, the Middle East and Africa.

The management of ACL will have to make a business decision as to whether it is best to contract with the SNA for the continued processing of the Ungava ungraded fibre or to operate the West German mill using material from other sources. If the latter is the case, the 500 ACL employees would be out of work unless the Government decided to duplicate the West German facility at a price estimated to be between \$75 and \$100 million.

The Government pins its hopes for more jobs on increasing the establishment of more Quebec-based industries to make asbestos products. Objective industry studies show that possibly 400 additional jobs might result from this effort and this could be accomplished readily without Government intrusion into private industry or by expropriation. The only jobs which seem certain to be created are those that would be added to the Government bureaucracy to oversee the new Government-owned asbestos company.

## Expropriation is Bad for the Quebec Taxpayer

Expropriation would be enormously expensive for the Quebec taxpayer. Should ACL choose not to contract to process the Ungava ungraded fibre at Nordenham, the taxpayer will be called upon to build the \$75 million processing mill.

The taxpayers would also have to fund, one way or another, the nearly \$800 million in taxes and duties which are expected to be paid to Government accounts (both Provincial and Federal) over the next 25 years by a profitable, independent ACL.

## Expropriation is Bad for Quebec

On-going investments by private industry are the lifeblood of any city. On-going investments by private industry are the lifeblood of any city, province or nation of the Free World. If ACL is expropriated, the Province of Quebec will rightly be perceived as an area hostile to the free enterprise system. The increases in private financial investment necessary for continued growth and prosperity of the Province will disappear. In the final analysis, we believe that neither the taxpayer, nor the employee, nor the shareholders, nor the Province will benefit from the Quebec Government's takeover or expropriation plans. We are hopeful that the Quebec National Assembly will serve the Province best by voting against the expropriation bill.

Asbestos Corporation Limited strongly urges each of its shareholders to take whatever action he feels is appropriate to insure that this ill-advised Government action is thwarted so that ACL can continue as a strong independent company serving the best interests of its customers, its employees and its shareholders.

Over a year ago the Quebec Government announced its intention to acquire General Dynamics' 54.6% majority interest in Asbestos Corporation Limited (ACL). General Dynamics does not want to dispose of its holding in ACL. But, as a matter of practicality, General Dynamics would be willing to negotiate the matter with the Quebec Government.

Despite repeated attempts by General Dynamics to enter into negotiations, only meetings of a very general nature have taken place to date. On December 15, 1978, the Government introduced Bill 121 in the Quebec National Assembly to expropriate the assets of ACL. Although that particular bill expired when the National Assembly session terminated in late February 1979, it is the Government's intent to reintroduce the bill in the current session if a negotiated settlement is not achieved.

The Government takeover of ACL's private property is a very serious matter that could have grave consequences for the taxpayers of the Province, for the employees and shareholders of ACL and for the general economic well-being of Quebec.

## What Happens Following Passage of the Expropriation Bill?

If an expropriation bill is passed by the Quebec National Assembly, it will probably be identical to last session's Bill 121. The earlier bill stated that expropriation would take place when the Government served a notice upon ACL stating that some or all of its properties were expropriated. Ownership would then transfer from ACL to the Société nationale de l'amiante (SNA), the company set up by the Quebec Government to own and operate the Government's interests in the asbestos industry. All employees of ACL whose services relate to the operation of the expropriated property will immediately, automatically and without having been consulted become employees of the SNA.

If ACL and the SNA cannot agree on the amount to be paid for the expropriated assets, either ACL or the SNA can request the formation of a Board of Arbitration. The next stage is a 90-day period during which each party shall appoint a member to the Board of Arbitration. These two members have to agree jointly on a Judge of the Provincial Court as the third member and Chairman of the Board of Arbitration.

While this is going on, the expropriated properties are in the hands of the SNA, which will collect the revenues and earnings associated with these properties. It may take months or years to arbitrate and litigate a settlement. ACL will be deprived of its income, and the earnings of ACL will be adversely affected.

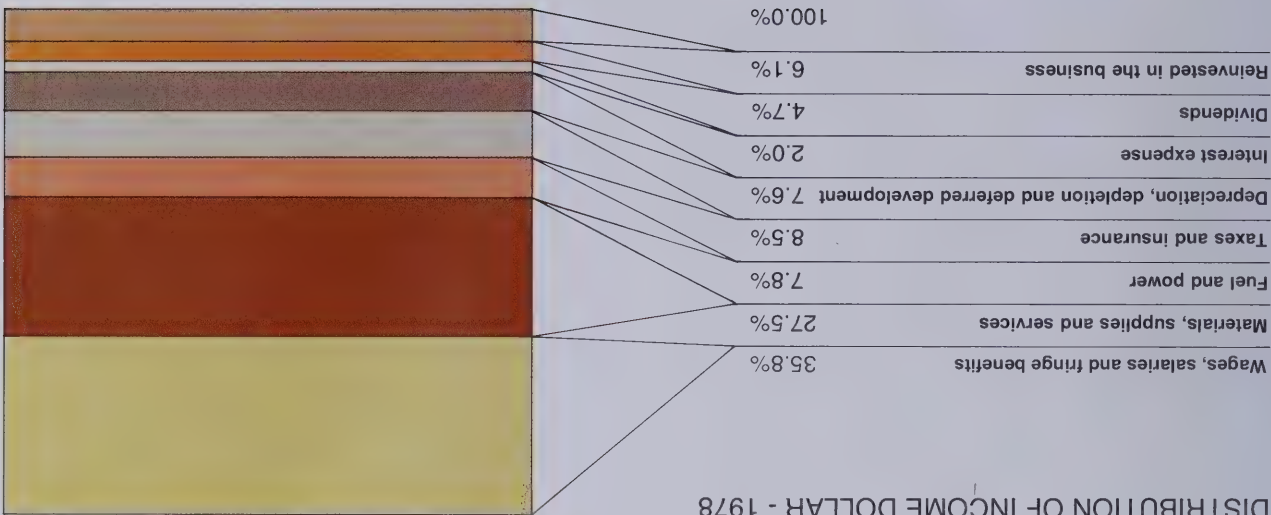
Bill 121 allowed the SNA to replace ACL in all litigation pertaining to the expropriated property. No damages would be paid for the inconvenience experienced by ACL, nor for the fact that only a part of its business would be taken over by the Quebec Government, since the Government cannot legally expropriate ACL's West German properties.

## Expropriation is bad for the Shareholders of ACL

Following expropriation, ACL would be a "shell" company with a mill and processing facility in West Germany, some Canadian assets which may not have been expropriated, some money (whenever settlement is made), some debt obligations and possibly a number of legal proceedings. There would be very few employees left. Any revenue received for this forced sale of assets would be subject to very high taxes, which can be deferred only by reinvestment of the funds in natural resource industries in Canada. If expropriation occurs, and whenever the funds are received, it is management's present intention to invest those funds in natural resources, therefore, no "windfall dividend" is likely to be paid to shareholders.

The Quebec Government has seen fit to make public pronouncements of its valuation of ACL's shares. Expropriation at the Government's stated value would be adverse to the interests of ACL shareholders because we believe this price does not even approach a fair value. The Government's valuation is less than half the value established by independent experts commissioned by General Dynamics, ACL's largest shareholder.





DISTRIBUTION OF INCOME DOLLAR - 1978

● On October 21, 1977, the Government of Quebec announced its intention to acquire control of Asbestos Corporation Limited. On December 15, 1978, Bill 121 was tabled in the Quebec National Assembly. This bill once passed into law would make it possible for the province to expropriate property of ACL. Because this issue is so important, we have commented on it in a special section on page 4.

General

Reduced sales of Nordenham fibre in 1977 and 1978 resulted in an increase in ungraded fibre inventory. Therefore, the regular winter shutdown of the Asbestos Hill operation was advanced two months to late September 1978 to maintain inventories at satisfactory levels. Excellent results were attained at Asbestos Hill and, had it not been for the earlier shutdown, record production of ungraded fibre would have been achieved. The life of the Asbestos Hill mine and its companion finishing mill in Nordenham, West Germany, has been extended for many years through the continued confirmation of feasible underground mining in the Northern Quebec permafrost. In 1978, as part of the underground mining development at Asbestos Hill, a 10-foot-diameter, 960-foot-long ventilation shaft was completed through to the surface. Underground development work will continue in 1979.

Rock mined	6,594,000	6,515,000
Ore processed	1,342,000	1,499,000
Ungraded fibre produced	218,200	258,300
Asbestos produced	71,700	79,300
(tons)		
1978	1977	

Hill-Nordenham follows:

A comparison of production statistics for Asbestos

Asbestos Hill-Nordenham

- For the second consecutive year, the accident frequency in our mines and plants was the lowest of all Quebec asbestos producers.
- Mr. W. A. Arbuckle, Chairman of Tioxide Canada Inc., and a Director of several Canadian companies, will reach mandatory retirement age under the Company's by-laws in May and will not stand for re-election at the forthcoming annual shareholders meeting. Mr. Arbuckle has been an active Director for 43 years and has fulfilled the duties of Chairman of the Audit Committee since its formation some years ago. His significant contributions to the progress of the Company will be greatly missed.
- During 1978, Mr. Bruno C. Julien, Vice President - Corporate Relations, was appointed an officer. Mr. Julien joined the Company in 1977 following several years of senior industrial relations experience in Canada and Europe. Mr. William B. R. Callan, formerly General Manager of Theford Operations, was named Vice President - Operations and an officer on January 1, 1979, replacing Mr. W. Harry Foster, who retired after 31 years of service.
- We wish to express appreciation to all employees for their contribution in attaining the third highest profit in the history of Asbestos Corporation Limited during a year of oversupply, negative publicity in the U.S. and Western Europe concerning asbestos-related health issues and the difficulties created by the Quebec Government.

G. W. Fiske

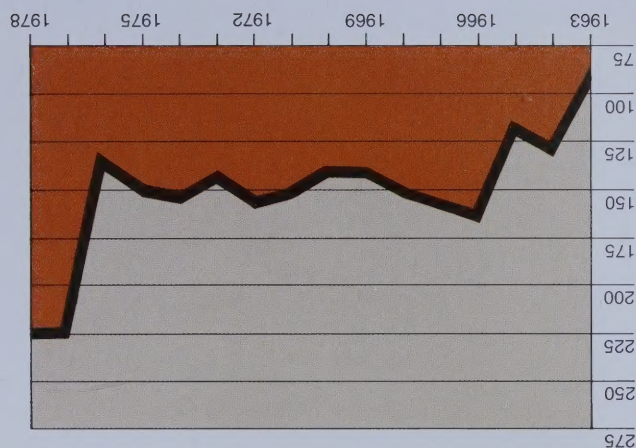
Chairman

M. E. Taschereau

President and Chief Executive Officer

Montreal, Quebec

March 23, 1979



## PROVEN ORE RESERVES

Approximately 9.6 million tons of ore were mined in Theftord and Asbestos Hill in 1978. A sufficient quantity of new ore was proven to more than replace the mined ore.

	1978	1977
King-Beaver mine	78,774	73,311
British Canadian mine	80,747	85,189
Normandie mine	31,638	31,638
Asbestos Hill	17,389	18,185
Other properties	17,920	17,920
	226,468	226,243

Proven ore reserves at year-end were as follows:

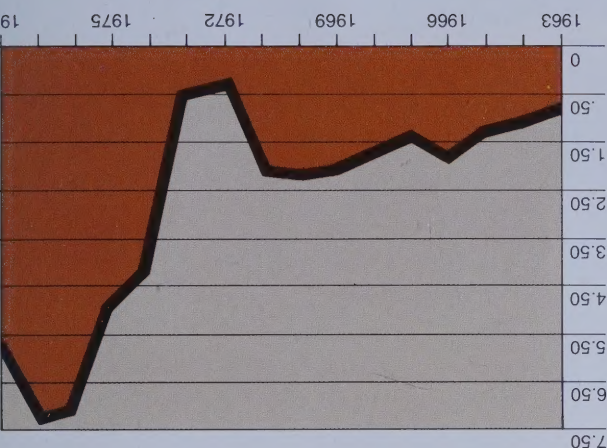
## Ore Reserves

Our intent is to continue to improve the working conditions of our employees, invest in more efficient technology and increase the life of our orebodies. The Company spent or committed \$29.1 million in the last three years to improve the conditions in and around the work areas through the use of advanced dust control methods and equipment. With few exceptions, dust levels are well within government standards.

development program at Ungava. attributable to the three-year underground mine incurred in 1978. Of this amount, \$5.0 million was capital expenditures and mine development costs was To assure the continued growth of ACL, \$20.8 million of

## Reinvestment in the Business

the previous year. This action was taken because of the strong financial position of the Company and its excellent prospects for the future.



## EARNINGS PER SHARE

The Collective Agreements with hourly-rated employees and syndicated staff were renewed and will expire on February 29, 1980.

apparent in 1978, should result in further improvement in introduced. The effect of these changes, though thereby minimize cost increases have been effectively organizational changes to improve efficiencies and to maintain fibre inventories at satisfactory levels. the year. This operation was closed for four weeks in July quantity and quality of output were attained throughout in somewhat higher operating costs over 1977. Excellent transported seven miles to the Normandie mill, resulting ore preparation plant were reactivated and the ore is remaining at this location. The King-Beaver open pit and are considerable proven underground ore reserves reached the end of its useful life and was closed. There In November 1977, the Normandie open pit mine

	1978	1977
Rock mined	24,636,000	22,882,000
Ore processed	8,308,000	8,208,000
Asbestos produced	213,400	209,200

A comparison of operating statistics for the Theftord Mines area during the last two years is as follows:

## Theftord Operations

In addition to the proven reserves, there are 90 million tons classified as probable and 200 million tons classified as possible ore reserves. Diamond drilling at Theftord and Asbestos Hill in 1978 continued primarily to detail ore reserves for mine planning. Diamond drilling in 1979 and beyond should result in transferring significant tonnages of probable and possible ore into the proven ore category.





M. E. Taschereau



G. W. Fiske

The 1978 operating results reflect the second highest sales and the third highest net income in the history of Asbestos Corporation Limited, although earnings were lower in 1978 than in 1977.

A weak asbestos fibre market in the early part of 1978, currency exchange losses and other economic factors resulted in lower earnings. Market trends were reversed during the latter part of the year and the Company's sales in both the third and fourth quarters exceeded the comparable periods in both 1977 and the record-breaking year of 1976.

The immediate and long-term growing demand for asbestos fibre, coupled with ACL's strong financial position, the "belt-tightening" actions taken in 1978 and continued reinvestment in the business place ACL in an excellent position for future growth.

## Sales

Net sales increased to \$147,086,000, the second highest in history, exceeding 1977 sales of \$145,344,000 but below the 1976 record level of \$151,368,000. Sales grew in each succeeding quarter of 1978, reflecting the asbestos fibre market recovery which had been predicted earlier. Fourth-quarter sales were \$45.6 million, compared with \$38.7 million, \$33.9 million and \$28.8 million in the third, second and first quarters, respectively.

## Net Income

Net income in 1978 was \$15,651,000 (\$5.51 per share) compared with \$21,021,000 (\$7.40 per share) in 1977. Profit margins were affected by lower prices due to weak conditions in the market in early 1978 and by significantly reduced sales of certain higher priced fibres. Increased operating costs including a \$2,200,000 foreign exchange translation loss (versus a \$400,000 gain in 1977) were other principal contributors to the decrease. Operating costs increased \$19,941,000 over 1977. The higher volume of fibre tonnage caused a portion of the

## Financial Position

increase, but the primary cause was the continuing high rate of inflation. Necessary management actions to control inventory levels through plant shutdowns, short work weeks and an early shutdown at Ungava also contributed to the higher operating costs and more than offset positive efforts to reduce operating expenses and to increase productivity. The provision for income taxes declined substantially in 1978, primarily due to the impact of the investment tax credit, the reduction in mining duties due to lower profits, the recovery of German taxes as a result of the 1978 loss recorded by the West German subsidiary and the deduction of certain exploration expenses.

## Markets

The Company's balance sheet at December 31, 1978 continued to reflect a strong financial position. Net working capital increased by \$8,047,000 to \$68,736,000 and the long-term debt to equity ratio remains very healthy at 0.16:1. Short-term indebtedness of \$17.2 million at year-end was incurred to finance inventories and the increased accounts receivable resulting from high fourth-quarter sales. The ratio of current assets to current liabilities remains strong at 2.4:1. Cash flow from operations in 1978 was \$29,675,000.

## Dividends

Market research indicates that long-term demand for asbestos-cement products is suitable for asbestos-cement products. Asbestos-cement fibres are likely to develop in the second half of 1979. Continued expansion in asbestos-cement manufacturing facilities, especially in the developing countries, promises ever stronger demand for the principal grades of fibre produced by the Company. Sales forecasts for 1979 indicate continued improvement compared with 1978, strengthening of demand throughout the year and potential shortages of asbestos-cement grade fibres in the 1980's.

The Board of Directors increased annual dividends to \$2.40 per share in 1978, compared to \$1.60 per share

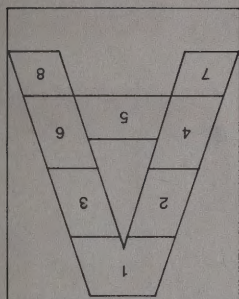


### ASBESTOS CORPORATION LIMITED WORLDWIDE SALES OF FIBRE 1978



A principal use of Asbestos Corporation Limited fibre is in asbestos-cement pipe of large diameter.

- 1 Richard Gamache  
Surveyor, Asbestos Hill
- 2 Edgar Krueger  
Mechanic, Nordenham, Germany
- 3 Roland Vachon,  
Shovel Operator, Thetford Mines
- 4 Dolores Turgeon  
Senior Laboratory Technician,  
Thetford Mines
- 5 Gary Giroux  
Control Room Operator, Asbestos Hill
- 6 Guenther Meiners  
Grader, Nordenham, Germany
- 7 Rudolph Seitz  
Radio/Telephone Operator,  
Asbestos Hill
- 8 Jean-Guy Guillemette,  
Haulage Truck Driver, Thetford Mines





# Asbestos Corporation Limited Société Asbestos Limitée Annual Report 1978

